

Contributions citoyennes au débat national

Pour que
nos préoccupations
et nos propositions
soient entendues !
Nous avons pris la parole
dans le grand
débat national !



Fédération
des acteurs de
la solidarité

Edito de Louis Gallois, Président de la Fédération des acteurs de la solidarité	3
Note de méthode	4
Synthèse	5
Mesures prioritaires pour réduire pauvreté	6
Comment améliorer le pouvoir d'achat et le reste à vivre ?	8
Comment rendre le logement plus accessible à tous ?	10
Comment mieux favoriser l'accès à un emploi ?	11
Comment mieux protéger les travailleurs et travailleurs précaires ?	14
Comment améliorer l'accès à la santé ?	15
Comment mieux encourager la mobilité des plus modestes ?	17
Comment assurer aux migrants un traitement digne et respectueux de leurs droits sur le sol national ? ...	19
Comment faciliter l'accès aux droits et réduire le non-recours ?	21
Quelles initiatives permettraient selon vous d'associer transition écologique et progrès social ?	22
Avez-vous d'autres sujets prioritaires à faire remonter ?	23
Focus sur la Martinique	24
Liste des participants	26

Depuis plusieurs mois, sur les ronds-points, dans les mairies et dans les territoires, les français échangent et débattent. L'initiative gouvernementale du Grand Débat s'est mise en place pour organiser et proposer un cadre à cette volonté d'échanges et d'implication citoyenne. Celui-ci s'est donc déroulé du 16 janvier au 15 mars sur 4 grands thèmes (transition écologique, fiscalité, démocratie et évolution des services publics) et autour de plus d'une centaine de questions.

Les sujets impactant concrètement le quotidien des plus pauvres sont apparus très absents et souvent abordés sous l'angle de la baisse des dépenses publiques. Il manquait également des initiatives pour aller faire vivre ces débats auprès des personnes les plus éloignées des formes habituelles de participation citoyenne. Il ne fallait pas que les personnes en situation de pauvreté se retrouvent encore une fois perdantes d'une mobilisation sociale et politique. Il fallait que les questions de solidarité, de justice sociale et de redistribution se retrouvent au centre des débats.

C'est pourquoi, la Fédération des acteurs de la solidarité s'est mobilisée au niveau national comme en région pour favoriser l'expression des préoccupations concrètes des personnes à travers des débats organisés au plus près d'elles, dans leurs établissements ou au sein de leurs instances de participation.

Résultat de plus d'une centaine de contributions rassemblant l'expression de 2200 participants à des débats organisés autour de la question « Comment rendre notre société plus solidaire ? », ce document donne une vision actualisée des préoccupations et des propositions des personnes en situation de précarité accueillies, accompagnées ou hébergées au sein de notre réseau.

La Fédération reste pleinement mobilisée pour que la parole des personnes soit prise en compte dans les propositions issues du Grand Débat.

Louis Gallois,

Président de la Fédération des acteurs de la solidarité

La méthode de collecte et d'analyse des remontées issue des débats organisés

Les adhérents de la Fédération ont bénéficié d'un kit d'animation organisé autour de 11 questions sur une dizaine de thématiques liées aux questions de solidarité.

Les structures ayant organisé des débats avaient jusqu'au 15 mars pour transmettre leurs contributions à la Fédération et elles étaient aussi encouragées à les déposer directement sur la plateforme du Grand débat national.

La Fédération a reçu plus d'une centaine de contributions venues de toutes les régions métropolitaines ainsi que de l'Outre-mer. Cette consultation parallèle au Grand débat a permis de rassembler plus d'une centaine de contributions rassemblant l'expression de près de 2200 personnes accueillies, hébergées et accompagnées par les associations du réseau.

Bien que certaines propositions apparaissent à plusieurs endroits ou peuvent entrer en contradiction, il nous a semblé essentiel de ne pas revenir sur l'expression des personnes, telle qu'elle a eu lieu pendant les débats. Les propositions ci-dessous ne représentent ni le positionnement des associations qui ont organisées ces débats, ni celui de la Fédération.

Ces contributions ont toutes été analysées. En considérant le nombre de personnes participant aux différents débats nous avons été en mesure d'estimer la prévalence d'une proposition.

Le décompte

La méthode de comptage permettant de hiérarchiser les propositions les plus récurrentes s'est effectuée en considérant que les personnes ayant participé à un même débat étaient d'accord sur les propositions du compte rendu qu'elles ont envoyé.

Nous avons plafonné la valeur de l'effectif d'un débat à 250 afin de ne pas donner une place trop importante à des propositions issues des gros organismes ayant organisé un débat en interne, vis-à-vis de plus petits organismes. Dans les tableaux synthétiques sont reprises :

-  Les propositions représentatives de moins de 50 personnes
-  Les propositions représentatives d'entre 50 et 200 personnes
-  Les propositions représentatives d'entre 200 et 400 personnes
-  Les propositions représentatives de plus de 400 personnes

Des préoccupations qui rejoignent les problématiques de pouvoir d'achat et de justice sociale à l'origine du mouvement de contestation sociale

Les personnes interrogées ont très régulièrement mis en avant le sujet des inégalités de revenus et de répartition des richesses. Leurs propositions vont dans le sens d'une meilleure répartition des richesses (8.8 millions de français vivent aujourd'hui en dessous de seuil de pauvreté) qui passerait par une augmentation des ressources des ménages les plus pauvres, un réajustement fiscal tourné vers plus d'équité sociale et une meilleure mise en œuvre du droit au travail à travers, en particulier, l'accès à l'emploi et la formation.

Le souhait d'une évolution des modes de vie

Les participants aux débats ont aussi largement mis en avant leur souhait de voir les modes de consommation, de transport et d'utilisation des énergies, évoluer vers des formes plus justes et plus durables et dont le coût serait socialement partagé (éviter le gaspillage, contrôler les prix des énergies, développer et rendre gratuit les transports publics).

Le logement et l'emploi : sujets de préoccupation prépondérants

Les sujets de coût et d'accès au logement font partie des sujets d'interpellation quasi-systématiques de ces grands débats. L'amélioration de l'offre de logement pour l'adapter aux besoins des plus précaires est largement revenue (effort de construction de logements sociaux et très sociaux, lutte contre l'insalubrité, réquisition des logements vacants, application de la loi SRU) aux côtés des sujets des circuits administratifs (respect de la loi DALO, simplification des circuits de demande, meilleure information sur les droits) et de diminution du coût réel du logement (plafonnement des loyers, augmentation des APL, baisse des charges).

La nécessité d'améliorer l'accès à l'emploi a été aussi très fortement affirmée à travers le souhait d'un renforcement de l'accompagnement, de la formation ainsi que d'une levée des freins périphériques (augmentation des modes de garde, lutte contre les discriminations). La nécessité de développer les créations d'emploi, en particulier pour les personnes à faible niveau de qualification a aussi été régulièrement mise en avant comme levier fondamental.

La santé : enjeu d'inégalité fortement ressenti

Le point fondamental qui est ressorti de ces débats est que l'accès aux soins de toutes et tous est encore loin d'être une réalité. Les participants se sont ainsi fortement exprimés sur les refus d'accès aux soins des bénéficiaires de la CMU-C ainsi que sur le manque de médecins et de spécialistes dans de nombreux territoires.

1 Mesures prioritaires pour réduire la pauvreté

Toutes les propositions exprimées

Les propositions exprimées le plus fréquemment

AUGMENTER LES RESSOURCES DES PERSONNES

- Augmenter le RSA
- Augmenter le SMIC et les salaires
- Augmenter les minima sociaux
- Augmenter les retraites
- Augmenter les aides financières individuelles
- Augmenter le pouvoir d'achat
- Augmenter l'APL
- Harmoniser le pouvoir d'achat Métropole/DOM
- Imposer aux entreprises au moins une prime par an



AGIR SUR LA RÉPARTITION DES RICHESSES

- Taxer les transactions financières
- Répartir mieux la richesse
- Taxer les GAFAs
- Rétablir l'ISF
- Taxer davantage les plus riches
- Mettre en place un impôt pour tous les citoyens
- Revoir la fiscalité des travailleurs les plus modestes
- Être mieux informés de l'utilisation des impôts et des taxes
- Revenir au Franc
- Etablir une justice fiscale



BAISSER LES CHARGES BUDGÉTAIRES

- Baisser le prix des produits de première nécessité
- Baisser les taxes sur les produits de première nécessité
- Baisser le coût du gaz et de l'électricité
- Baisser la TVA
- Baisser les loyers
- Stopper l'inflation, la hausse des prix
- Baisser les impôts
- Supprimer la taxe audiovisuelle
- Baisser le tarif des maisons de retraite
- Diminuer les frais bancaires



ACCÈS AUX MINIMA SOCIAUX

- Accéder au RSA pour tous
- Créer le revenu universel
- Penser à ce que pourrait être le revenu de solidarité et comment il pourrait être financé
- Maintenir un équilibre entre le travail et les aides



ACCÈS AU TRAVAIL

- Créer plus d'emplois
- Accéder au droit au travail pour tous
- Rémunérer les stagiaires dès la deuxième semaine de stage
- Sécuriser l'emploi et le salarié
- Donner accès au travail à des personnes en attente de régularisation
- Favoriser l'accès à l'apprentissage et aux formations
- Développer les contrats aidés
- Régulariser les personnes ayant une promesse d'embauche
- Développer l'emploi des personnes en situation de handicap



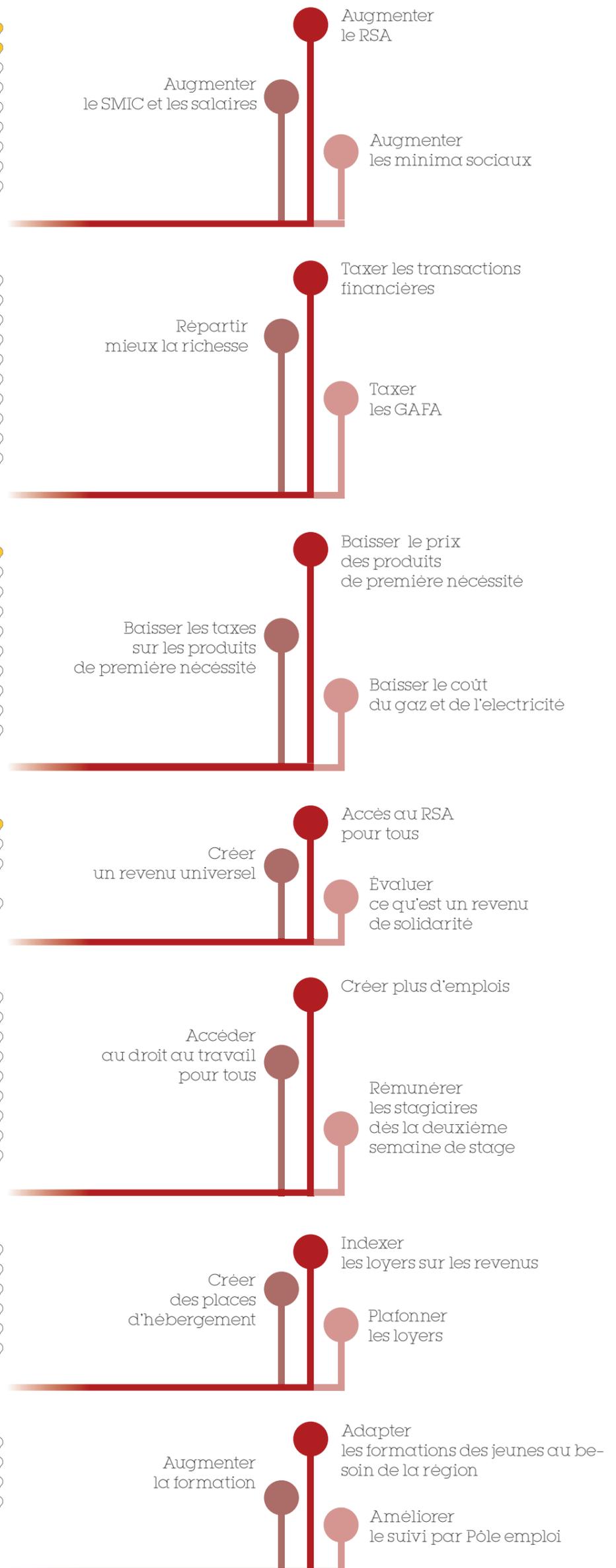
ACCÈS AU LOGEMENT

- Indexer les loyers sur les revenus
- Créer des places d'hébergement
- Plafonner les loyers
- Faciliter l'accès au logement
- Construire plus de logements sociaux et très sociaux
- Accéder plus facilement à des logements sociaux et très sociaux



FORMATION

- Adapter les formations des jeunes aux besoins des territoires
- Rendre les formations plus accessibles et les augmenter
- Améliorer le suivi par Pôle emploi
- Évaluer les compétences de chacun



Toutes les propositions exprimées

CONSOMMER AUTREMENT

- Éviter le gaspillage
- Imposer à la grande distribution de donner les invendus
- Développer les épiceries sociales
- Développer les garages solidaires



DIMINUER CERTAINES DEPENSES

- Diminuer la rémunération des actionnaires
- Réduire les hauts salaires
- Donner moins d'argent au pays étrangers



AGIR AU NIVEAU DES POLITIQUES

- Lutter contre les préjugés sur la pauvreté
- Faire prendre conscience aux politiques des réalités de vie de tous
- Mieux répartir le budget de l'Etat pour augmenter le budget social
- Impliquer plus l'Etat dans l'aide aux personnes, les associations ne peuvent pas tout assumer



AGIR POUR LES JEUNES

- Améliorer l'accès à la garantie Jeunes
- Donner un emploi aux jeunes
- Créer un revenu minimum pour les 18/25 ans
- Proposer des cours de français



ACCOMPAGNER LES PERSONNES

- Apprendre aux personnes à gérer leur budget
- Sensibiliser les enfants à de meilleures pratiques liées à leur consommation
- Informer mieux sur les lieux d'aide
- Informer sur les lieux où manger pas cher



CRÉER DES DISPOSITIFS

- Créer plus de structures sociales
- Faciliter l'accès aux structures pour les jeunes
- Créer un garage solidaire
- Proposer des endroits où dormir
- Remettre le service militaire obligatoire
- Créer des structures avant la maison de retraite

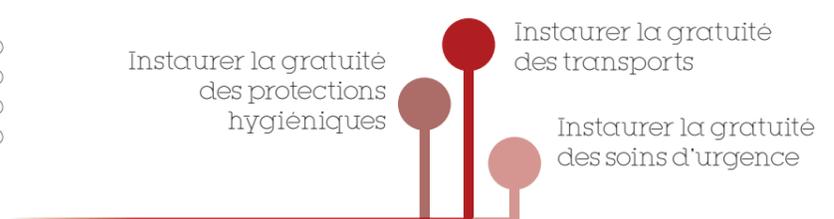
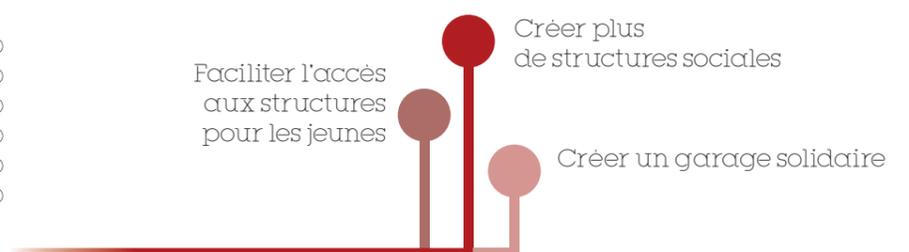
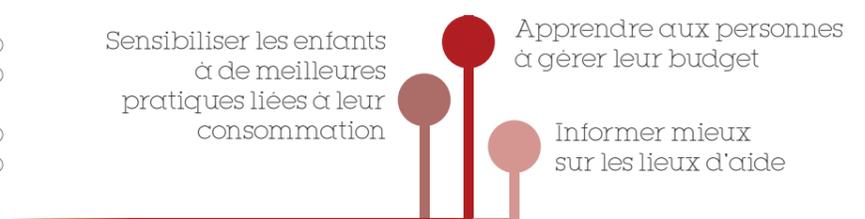
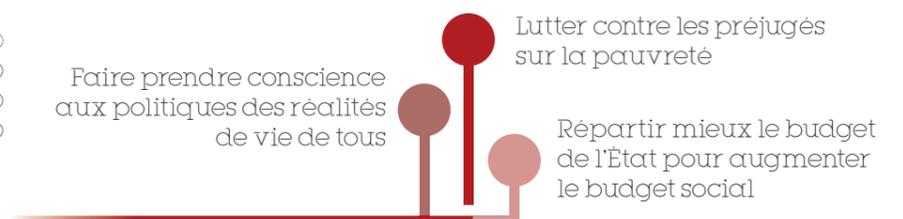


INSTAURER LA GRATUITÉ ET L'ACCESSIBILITÉ

- Instaurer la gratuité des transports
- Instaurer la gratuité des protections hygiéniques
- Instaurer la gratuité des soins d'urgence
- Permettre l'accès aux soins de santé



Les propositions exprimées le plus fréquemment



2 Comment améliorer le pouvoir d'achat et le reste à vivre ?

Toutes les propositions exprimées

Les propositions exprimées le plus fréquemment

SOUTENIR LES BENEFICIAIRES DE MINIMA SOCIAUX

- Augmenter / revoir les montants des minima sociaux
- Ouvrir le RSA aux moins de 25 ans
- Augmenter le RSA
- Revaloriser les retraites
- Augmenter les APL
- Mettre en place un revenu universel
- Mettre en place un revenu universel en échange de contreparties
- Prendre en compte le contexte local dans l'évaluation des aides liées à la protection de l'enfance
- Étendre les aides familiales aux jeunes de moins de 21 ans (poursuite études...)
- Mieux aménager les aides et les salaires
- Élargir la prime d'activité
- Valoriser la prime d'activité
- Réduire la durée du travail permettant de bénéficier des indemnités chômage
- Accorder un RSA majoré aux parents avec enfants



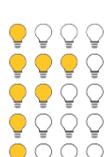
BAISSER LES LOYERS

- Plafonner les loyers
- Etalonner les charges proportionnellement aux revenus
- Diminuer les charges courantes
- Baisser la taxe d'habitation



BAISSER LE COÛT DES TRANSPORTS

- Baisser le coût des carburants
- Gratuité des transports pour les personnes les plus modestes
- Baisser le coût des transports
- Développer les aides pour le transport (bus, train)
- Diminuer le prix des parkings



CHANGER DE MODE DE CONSOMATION

- Favoriser les producteurs locaux
- Cadrer les bénéfices et les marges des distributeurs
- Développer les épiceries sociales
- Mettre en place des actions pédagogiques sur la consommation (mieux et moins consommer)
- Développer des potagers de permaculture
- Limiter le nombre d'intermédiaires
- Contrôler les marges des intermédiaires
- Contrôler les collusions entre politiques et industriels
- Rendre plus accessibles les produits bio
- Limiter les publicités et les emballages pour réduire les coûts
- Augmenter l'approvisionnement des banques alimentaires



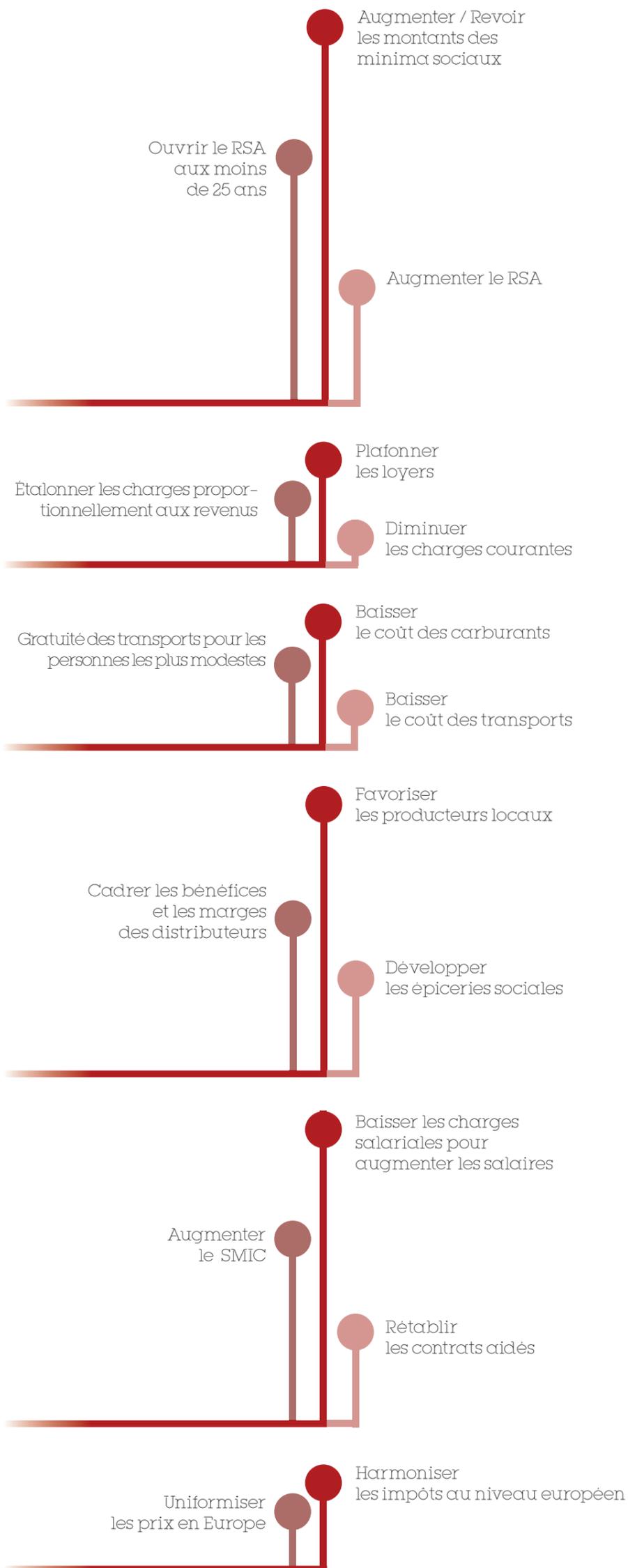
FAVORISER L'ACCES AU TRAVAIL

- Baisser les charges salariales pour augmenter les salaires
- Augmenter le SMIC
- Rétablir les contrats aidés
- Rémunérer tous les stagiaires
- Développer les formations qualifiantes
- Réduire les écarts de salaire
- Faire venir des entreprises étrangères en France
- Augmenter les salaires des agriculteurs
- Systématiser la participation des salariés aux bénéfices des entreprises
- Mettre en place un indice de coût de la vie (comme au Luxembourg) sur les salaires
- Revaloriser le taux horaire du travail
- Permettre de travailler plus en étant rémunéré



MOBILISER LE CADRE EUROPEEN

- Harmoniser les impôts au niveau européen
- Uniformiser les prix en Europe



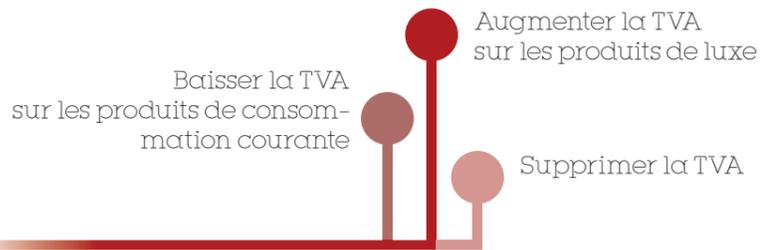
2 Comment améliorer le pouvoir d'achat et le reste à vivre ?

Toutes les propositions exprimées

Les propositions exprimées le plus fréquemment

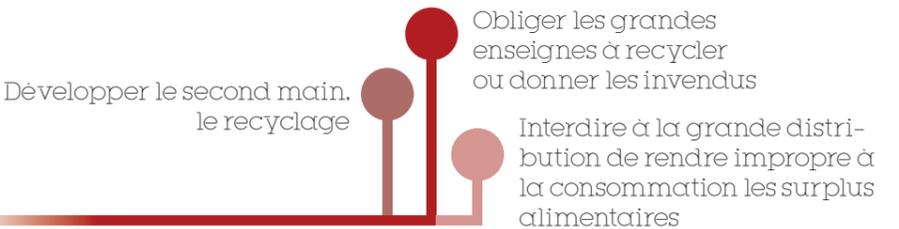
AMELIORER LA TAXATION SUR LES BIENS ET SERVICES

- Augmenter la TVA sur les produits de luxe
- Baisser la TVA sur les produits de consommation courante
- Supprimer la TVA
- Mettre en place une TVA flottante en fonction du niveau fiscal
- Reverser une partie de la TVA aux ménages les plus modestes
- Arrêter de multiplier les TV



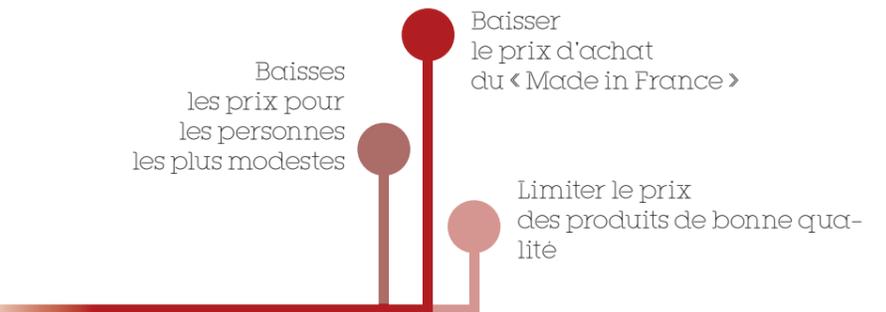
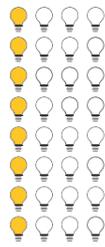
LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE

- Obliger les grandes enseignes à recycler ou donner les invendus
- Développer le seconde main, le recyclage
- Interdire à la grande distribution de rendre impropre à la consommation les surplus alimentaires
- Stopper l'obsolescence programmée



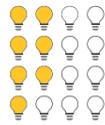
BAISSER GLOBALEMENT LES PRIX

- Renforcer le contrôle des prix
- Baisser le prix d'achat du « Made in France »
- Baisser les prix pour les personnes les plus modestes
- Limiter le prix des produits de bonne qualité
- Plafonner les prix
- Revoir les prix pour faciliter l'accès aux services
- Fixer les prix en fonction du revenu moyen
- Fixer les charges en fonction des revenus



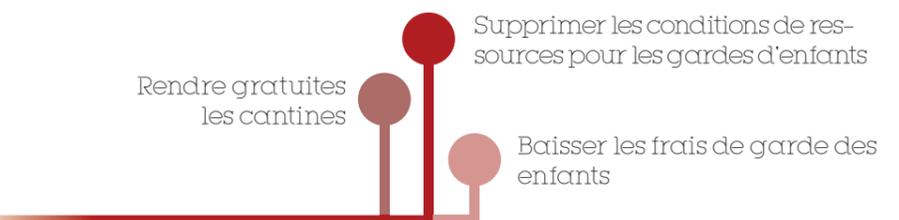
BAISSER LE COÛT DES ENERGIES

- Baisser le coût de l'énergie et de l'eau
- Améliorer l'isolation thermique des logements
- Augmenter / systématiser les chèques énergie
- Favoriser les énergies renouvelables



AIDER LES FAMILLES

- Supprimer les conditions de ressources pour les gardes d'enfants
- Rendre gratuites les cantines
- Baisser les frais de garde des enfants
- Baisser les frais de cantine
- Augmenter les crèches



SOUTENIR LA CULTURE ET LES LOISIRS

- Aider les ménages les plus modestes à partir en vacances
- Elargir les chèques culture sport et loisirs



SOUTENIR LA GESTION DU BUDGET

- Aider les gens à mieux s'organiser et partager des solutions pour économiser
- Favoriser l'échange de compétences
- Aider à la gestion budgétaire



3 Comment rendre le logement plus accessible à tous ?

Toutes les propositions exprimées

AGIR SUR LES DEMARCHES

- Simplifier les demandes de logements
- Développer l'information sur les droits
- Clarifier les publics dits prioritaires
- Rendre plus facile l'accès au logement des jeunes
- Rendre plus transparentes les attributions de logement
- Lutter contre les expulsions
- Réduire les délais d'attribution
- Favoriser la mixité sociale
- Anonymiser l'accès aux logements sociaux
- Faciliter les mutations
- Simplifier l'accès au logement des réfugiés



AGIR SUR LE BATI

- Lutter contre l'insalubrité des logements
- Construire plus de logements sociaux
- Adapter les logements : plus petits, modulables, pour l'accueil des enfants en garde alternée, pour les personnes malades...
- Lutter contre la précarité énergétique



AGIR SUR LES COUTS

- Encadrer les loyers
- Baisser les charges liées au logement



ACCES AU LOGEMENT

- Réquisitionner les logements vacants et les locaux vides
- Faciliter l'accès à la propriété
- Faire plus de liens entre CHRS et logements sociaux
- Permettre aux personnes d'avoir un toit
- Réduire la durée du contrat de location
- Réduire les résidences secondaires des plus aisés



AIDES FINANCIERES

- Augmenter l'APL
- Harmoniser le coût des assurances
- Étendre les garanties de loyer
- Prévenir les impayés de loyer



FAIRE APPLIQUER LES MESURES EXISTANTES

- Appliquer la loi SRU
- Respecter la loi DALO et assouplir les règles



DEVELOPPER DES SOLUTIONS ADAPTÉES

- Développer les logements PMR
- Développer l'intermédiation locative
- Favoriser la colocation
- Développer l'habitat partagé
- Développer « l'aller vers »
- Développer la MOI
- Favoriser les dispositifs type maisons relais



AGIR SUR LES POLITIQUES

- Coordonner la politique du logement
- Lier logement et emploi
- Organiser un RIC sur les logements
- Baisser les impôts
- Décentraliser certaines entreprises pour désengorger les grandes villes
- Faire évoluer l'accès au logement des sans papier

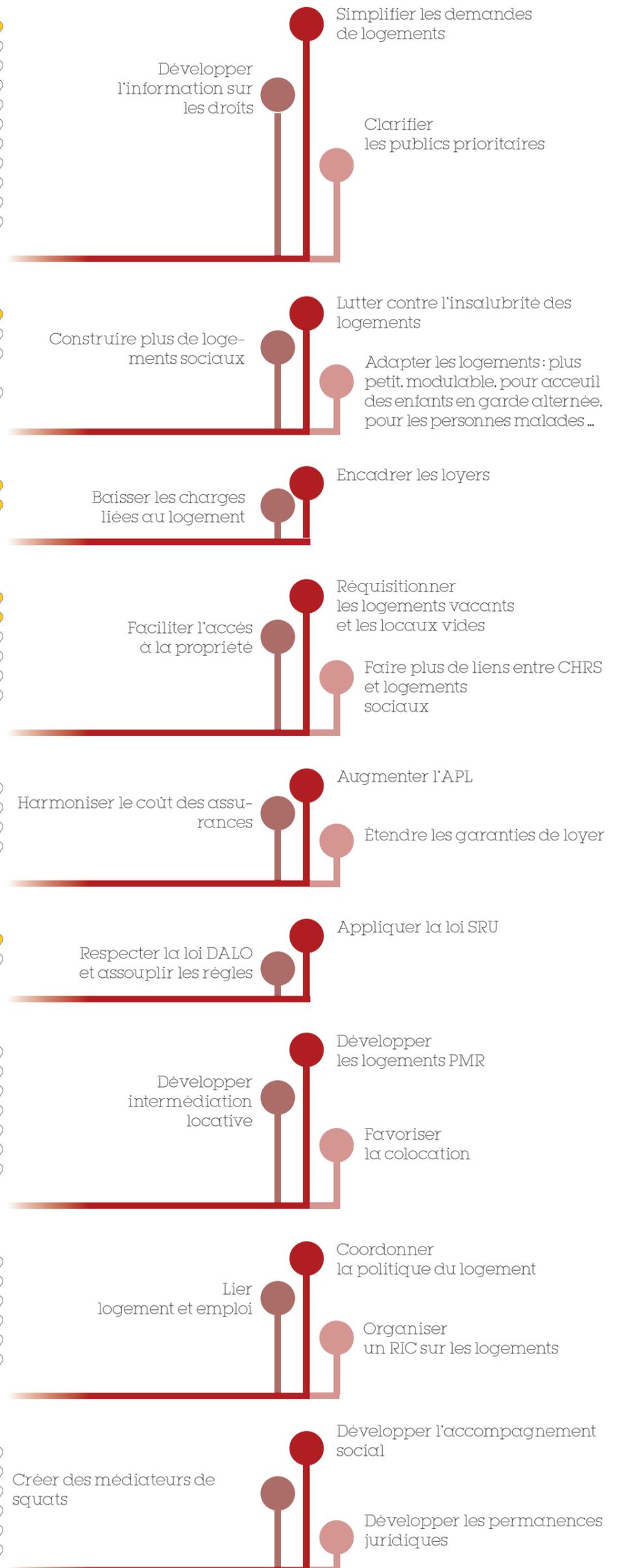


ACCOMPAGNER

- Développer l'accompagnement social
- Créer des médiateurs de squats
- Développer les permanences juridiques
- Donner des garanties aux propriétaires
- Aider les personnes à trouver des cautionnaires
- Lier le logement et l'accompagnement social en fonction des besoins



Les propositions exprimées le plus fréquemment



Toutes les propositions exprimées

DEVELOPPER LES FORMATIONS ADAPTEES

- Développer le nombre de formations en lien avec le marché de l'emploi
- Développer des formations à temps partiel pour pouvoir travailler simultanément
- Développer les formations par internet
- Favoriser les dispositifs de reconversion professionnelle
- Mettre en place des formations qualifiantes pour les travailleurs en ESAT
- Former toutes les personnes à internet gratuitement
- Créer de vrais parcours de formation : alphabétisation, remise à niveau, formations adaptées, bilan...
- Favoriser la formation en emploi



RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI

- Renforcer le suivi et l'accompagnement à Pôle Emploi
- Avoir un accompagnement de très grande proximité avec un travailleur social
- Renforcer le lien entre les missions locales et Pôle Emploi
- Multiplier les guichets d'accès à l'emploi
- Créer un système de parrainage retraité/personne en insertion professionnelle
- Favoriser les journées portes ouvertes/forums emplois
- Favoriser les VAE, développer les bilans de compétences
- Aider les jeunes de milieux défavorisés à se préparer aux entretiens d'embauche



MAINTENIR/CRÉER DES ENTREPRISES, DES EMPLOIS

- Faciliter la venue et la création d'entreprises dans le territoire
- Développer des emplois spécifiques pour les personnes âgées et handicapées
- Soutenir les jeunes dans la création d'entreprises
- Créer des emplois dans le domaine de l'écologie
- Favoriser le développement des filières artisanat, industrie, aide à la personne, logistique...



CADRER LES MODALITES DE RECRUTEMENTS

- Favoriser le recrutement des personnes sans qualification
- Favoriser l'égalité des femmes et des hommes
- Sanctionner les discriminations à l'embauche (origine, handicap, sexe...)
- Obliger les employeurs à recruter parmi les personnes les plus éloignées de l'emploi
- Donner la possibilité de postuler par voie postale
- Renforcer la lutte contre les discriminations à l'embauche
- Ne pas demander systématiquement le casier judiciaire (selon les postes)
- Donner plus de chance aux jeunes sans expérience
- Anonymiser les CV



DEVELOPPER ET SOUTENIR LES MODES DE GARDES

- Développer des modes de garde adaptés
- Augmenter le nombre de crèches



REVOIR LE SYSTÈME SCOLAIRE

- Revaloriser le travail manuel et technique
- Renforcer les liens entre l'école et le monde du travail
- Former à l'entrepreneuriat dès l'école
- Rendre l'apprentissage plus ludique
- Améliorer l'orientation professionnelle au niveau scolaire : stages de découverte...
- Rendre l'école obligatoire jusqu'à 18 ans
- Soutenir l'apprentissage dès 16 ans

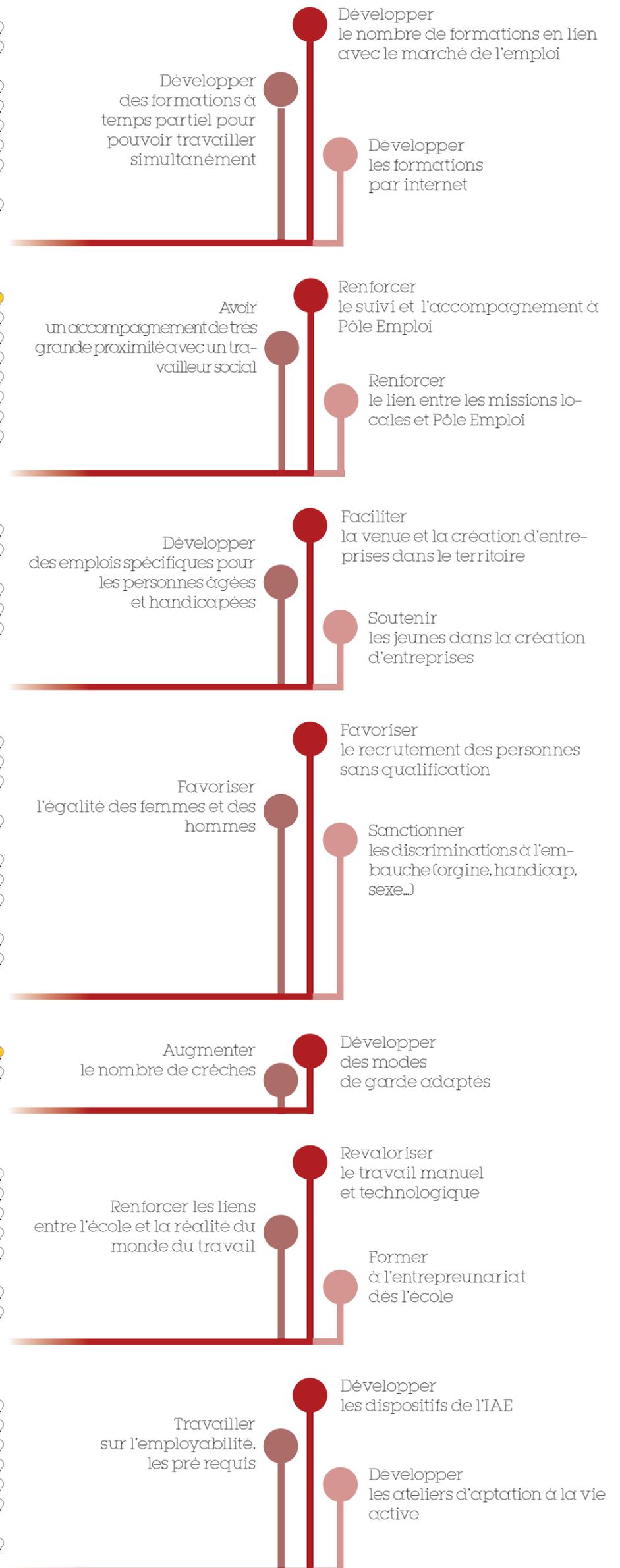


DEVELOPPER ET SOUTENIR L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

- Développer les dispositifs de l'IAE
- Travailler sur l'employabilité
- Développer les ateliers d'adaptation à la vie active
- Réserver une partie des marchés publics aux chantiers d'insertion
- Renforcer les liens entre les entreprises et les ACI et AI
- Permettre un accompagnement socioprofessionnel pour les personnes en IAE
- Développer les structures d'accompagnement type CAP entreprise



Les propositions exprimées le plus fréquemment



Toutes les propositions exprimées

AVOIR UNE POLITIQUE VOLONTARISTE POUR L'EMPLOI

- Relocaliser les emplois en France
- Ne pas permettre la délocalisation des entreprises
- Rendre obligatoire la pérennité de l'emploi
- Avoir une politique qui soutienne prioritairement les emplois
- S'inspirer des pays du nord de l'Europe
- Rendre plus difficile les licenciements
- Renforcer le contrôle de l'Etat sur les entreprises
- Recourir à un système de bonus-malus pour les entreprises qui ont trop recours aux CDD



AIDER LES ENTREPREPRISES A CRÉER ET MAINTENIR LES EMPLOIS

- Alléger les charges sociales pour les entreprises
- Développer les aides pour l'emploi des débutants
- Exonérer les cotisations sociales sur un temps donné
- Réduire les charges patronales pour faciliter les embauches
- Mettre en place une taxe pour favoriser la discrimination positive
- Exonérer les entreprises des frais liés à la régularisation
- Avoir une prise en charge des salaires des jeunes par l'Etat pendant les premiers mois, ensuite par l'entreprise
- Conditionner les aides d'Etat aux entreprises qui maintiennent et créent des emplois
- Aider les entreprises à embaucher des jeunes
- Créer des postes avec le fonds du dispositif « emploi de personnes handicapées »



DÉVELOPPER L'ALTERNANCE

- Augmenter le nombre de contrats d'apprentissage des plus de 25 ans
- Favoriser le recours aux contrats d'apprentissage
- Développer les contrats par alternance
- Aider les jeunes en alternance à trouver un employeur
- Favoriser le recours aux contrats de professionnalisation



DÉVELOPPER LES DISPOSITIFS D'AIDE AU RETOUR A L'EMPLOI

- Favoriser l'accès aux contrats aidés avec un vrai accompagnement et un contrat en fin de parcours
- Développer les emplois aidés en entreprises
- Proposer des heures de travail rémunérées pour les personnes au RSA
- Encourager les initiatives de lutte contre le chômage de longue durée (type SEVE Emploi, TZCDLD)



AUGMENTER ET HARMONISER LES MINIMA SOCIAUX

- Augmenter le SMIC à 1700 euro
- Augmenter les minima sociaux
- Réévaluer le RSA au niveau de l'AAH
- Mettre en place un revenu universel dans le cadre d'un RSA sans condition

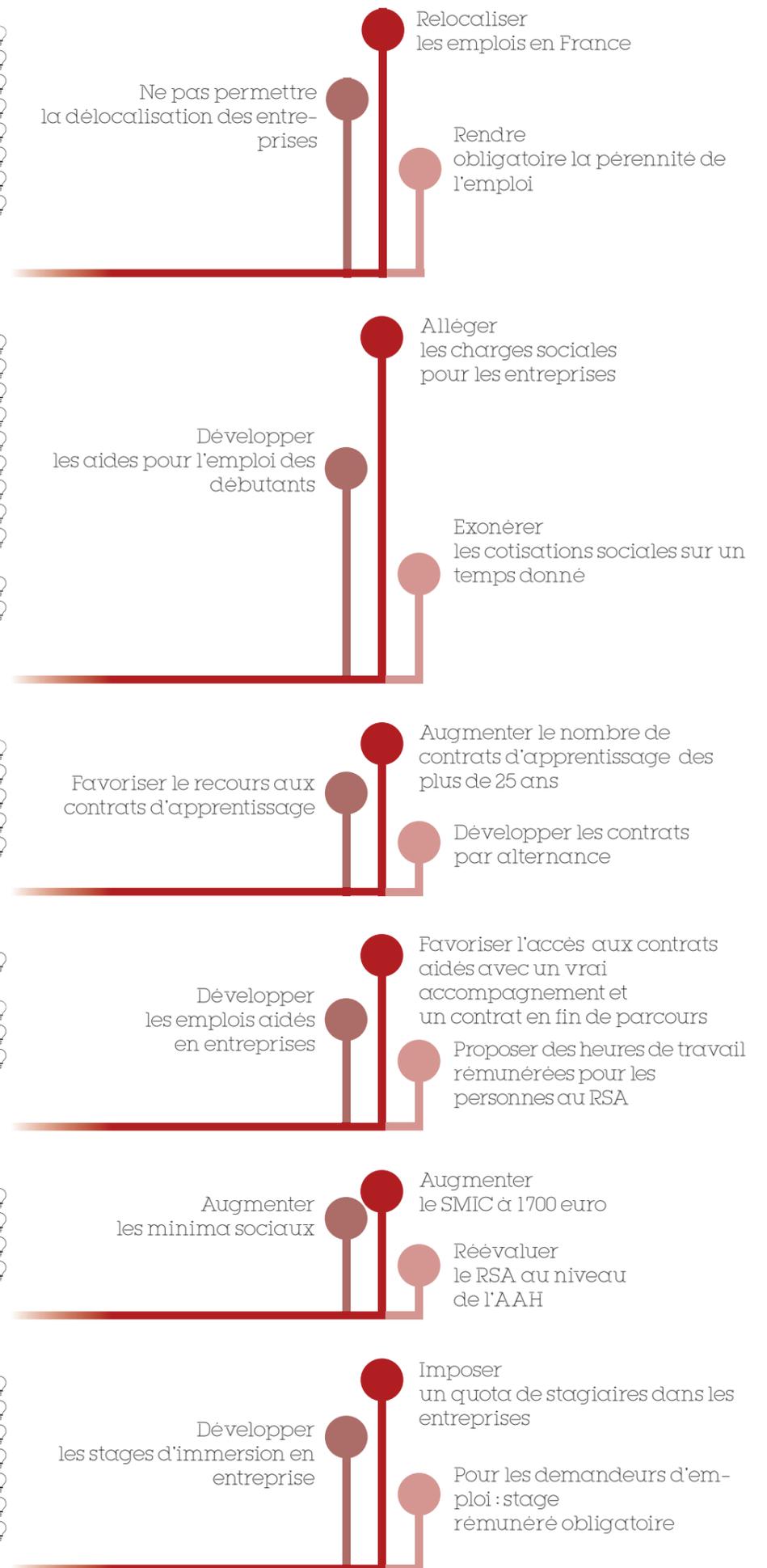


RENFORCER LES EXPERIENCES PROFESSIONNALISANTES

- Imposer un quota de stagiaires dans les entreprises
- Développer les stages d'immersion en entreprise
- Pour les demandeurs d'emploi : stage rémunéré obligatoire
- Proposer plus de stages aux plus jeunes
- Revoir le système de gratification des stages
- Développer les stages de professionnalisation
- Développer le service civique



Les propositions exprimées le plus fréquemment



Toutes les propositions exprimées

RENFORCER LES INSPECTIONS DU TRAVAIL

- Mettre en place un cadre juridique auprès des employeurs afin de ne pas abuser des contrats précaires
- Contrôler les agences intérimaires et les entreprises privilégiant les CDD au détriment des CDI



REMUNERATIONS

- Améliorer l'équité salariale
- Mettre en place un système de rémunération en période blanche (intermittants, RUE...)
- Augmenter les bas salaires



REDUIRE LES HAUTS SALAIRES

- Réduire les hauts salaires ou limiter les hauts salaires
- Limiter les dividendes versées aux actionnaires
- Baisser les salaires les plus élevés
- Réinvestir les bénéfices de l'activité de l'entreprise dans les emplois



AUTRES PROPOSITIONS POUR FAVORISER L'EMPLOI

- Baisser l'âge de la retraite
- Remettre en place le service militaire ou civique
- Légaliser les drogues légères pour éviter le trafic
- Permettre l'accès de tous au permis de conduire : aides financières ou gratuité
- Valoriser les expériences de bénévolat et de toutes les compétences acquises



Les propositions exprimées le plus fréquemment

Contrôler les agences intérimaires et les entreprises privilégiant les CDD au détriment des CDI

Mettre en place un cadre juridique auprès des employeurs afin de ne pas abuser des contrats précaires

Mettre en place un système de rémunération en période blanche (intermittants, RUE...)

Améliorer l'équité salariale

Augmenter les bas salaires

Limiter les dividendes versées aux actionnaires

Réduire les hauts salaires ou limiter les hauts salaires

En cas de crise, baisser les salaires les plus élevés

Remettre en place le service militaire ou civique

Baisser l'âge de la retraite

Légaliser les drogues légères pour éviter le trafic

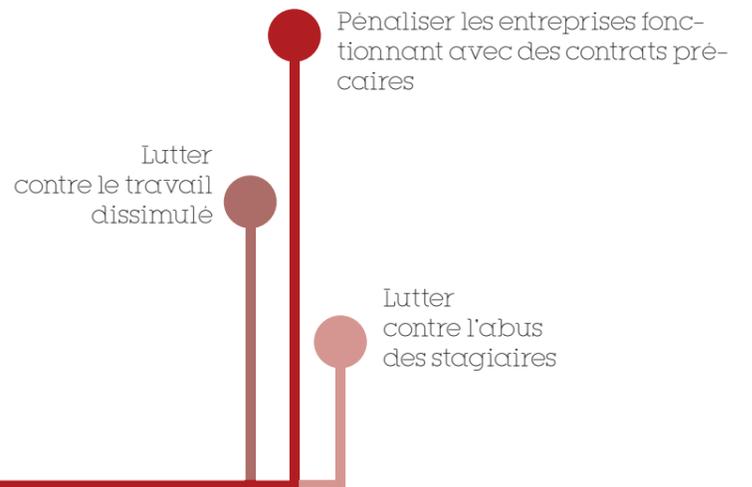
5 Comment mieux protéger les travailleurs et travailleurs précaires ?

Toutes les propositions exprimées

Les propositions exprimées le plus fréquemment

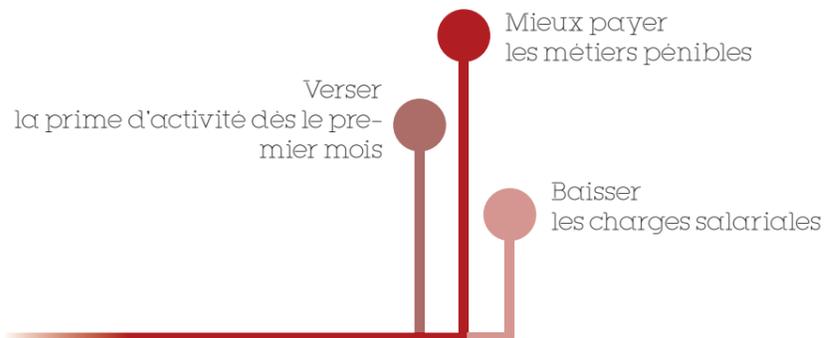
PROTEGER LE STATUT DES TRAVAILLEURS

- Pénaliser les entreprises fonctionnant avec des contrats précaires
- Lutter contre le travail dissimulé
- Lutter contre l'abus des stagiaires
- Favoriser l'emploi stable et durable
- Respecter la législation du travail
- Généraliser les CDI
- Interdire la délocalisation des entreprises
- Lisser le salaire des saisonniers sur un an
- Créer des emplois pérennes
- Diminuer les CDD
- Proposer un nouvel emploi à la fin d'un contrat
- Développer les assurances en cas d'accident et perte d'emploi
- Revaloriser l'assurance chômage
- Garantir plus de sécurité aux indépendants



RENDRE LE TRAVAIL PLUS REMUNERATEUR

- Mieux payer les métiers pénibles
- Verser la prime d'activité dès le premier mois
- Baisser les charges salariales
- Augmenter le SMIC
- Revaloriser les métiers de l'aide à la personne
- Ouvrir la prime d'activité à tous les travailleurs
- Développer les primes
- Augmenter les salaires
- Valoriser les métiers manuels



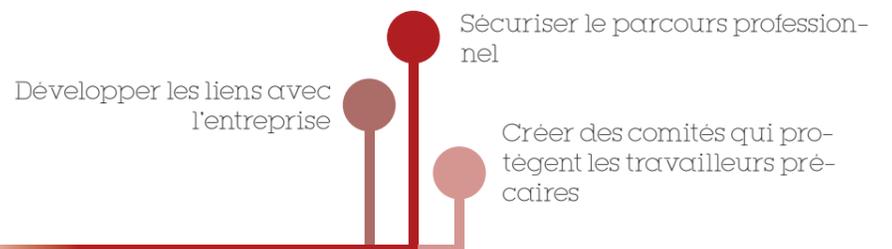
RENDRE LES ENTREPRISES PLUS SOLIDAIRES DE LEURS TRAVAILLEURS

- Augmenter les contrôles sur les conditions d'implantation des sociétés dans les territoires
- Contrôler les entreprises pour lutter contre l'embauche abusive
- Faire davantage participer les salariés aux bénéfices



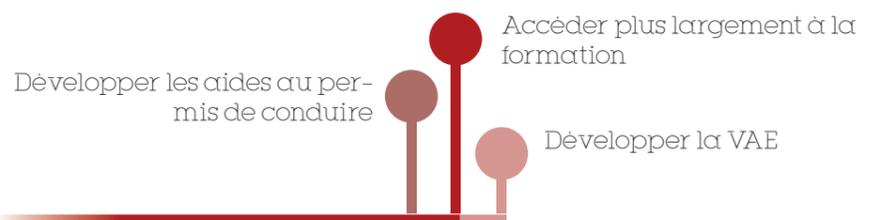
MIEUX ACCOMPAGNER

- Sécuriser le parcours professionnel
- Développer les liens avec l'entreprise
- Créer des comités qui protègent les travailleurs précaires
- Renforcer les suivis en cas de perte d'emploi
- Contrôler les apprentissages avec contrat à la clef
- Pouvoir cumuler service civique et garantie jeune



DEVELOPPER LA FORMATION

- Accéder plus largement à la formation
- Développer les aides au permis de conduire
- Développer la VAE
- Augmenter le nombre des contrats d'apprentissage
- Aider au reclassement professionnel



RENDRE LE SYSTEME PLUS LISIBLE

- Faciliter les démarches administratives
- Développer l'information
- Former au droit du travail



LEVER LES FREINS À L'EMPLOI

- Développer le mode de garde des enfants
- Aider à la mobilité
- Allonger les congés paternité
- Proposer des horaires plus flexibles



DEVELOPPER L'ENTREPRENARIAT

- Développer le statut auto-entrepreneur
- Accès simplifié au micro crédit
- Fixer un minimum de 6 mois pour les CDD



Toutes les propositions exprimées

RENDRE EFFECTIF LE DROIT AUX SOINS

- Interdire le refus de prise en charge
- Étendre l'accès à la Puma pour tous, sans condition administrative
- Mieux rembourser les frais de santé (couverture maladie)
- Ne pas avancer les frais médicaux
- Mieux prendre en charge les soins de longue durée
- Interdire le dépassement d'honoraires
- Gratuité des soins d'urgence
- Accès à la santé gratuit pour tout le monde



ADAPTER L'OFFRE AUX BESOINS

- Augmenter le nombre de médecins et de professionnels de santé
- Favoriser l'installation de spécialistes de santé dans les DOM
- Renforcer les moyens des centres hospitaliers pour les soins de première nécessité
- Limiter le nombre de patients par médecin



DEVELOPPER DE NOUVELLES CONDITIONS D'EXERCICE

- Développer les centres de santé
- Développer le salariat dans l'exercice médical
- Développer la télé-médecine
- Augmenter le salaire des personnels hospitaliers



FAIRE ALLER LA MEDECINE VERS CEUX QUI EN ONT LE PLUS BESOIN

- Former le personnel médical à l'accueil des personnes précaires
- Développer les soins à domicile pour les plus précaires
- Développer la prévention pour les plus démunis
- Former le personnel médical aux troubles psychiques
- Augmenter le nombre d'assistants sociaux dans les hôpitaux
- Renforcer les moyens d'interprétariat en santé
- Faciliter l'accès des plus précaires aux professionnels de santé : bagagerie lors des consultations, solution de garde pour les animaux...
- Développer les médiateurs santé



MIEUX ACCOMPAGNER LES PERSONNES ÂGÉES

- Créer des dispositifs médico-sociaux pour les personnes retraités
- Augmenter les postes des professionnels intervenant auprès des personnes âgées
- Augmenter le niveau des aides accessibles aux personnes âgées
- Créer un coordinateur du parcours de soin, sur le plan médical et administratif



FAIRE EVOLUER LE MODE D'ACCES A LA PROTECTION MALADIE

- Améliorer et simplifier l'accès à la CMU-C et l'AME
- Individualiser le calcul des aides sociales liées à la santé
- Automatiser les aides sociales liées à la santé (CMU-C, carte invalidité ...)
- Elargir le panier de soins pris en charge par l'AME
- Améliorer la coordination entre CPAM
- Étendre les durées de validité de la CMU-C et de l'AME pour limiter les démarches
- Faciliter le passage de l'AME à la CMU-C
- Faire examiner par un collège de médecins les demandes de titre séjour pour raison de santé
- Fusionner CMU-C/AME/ACS

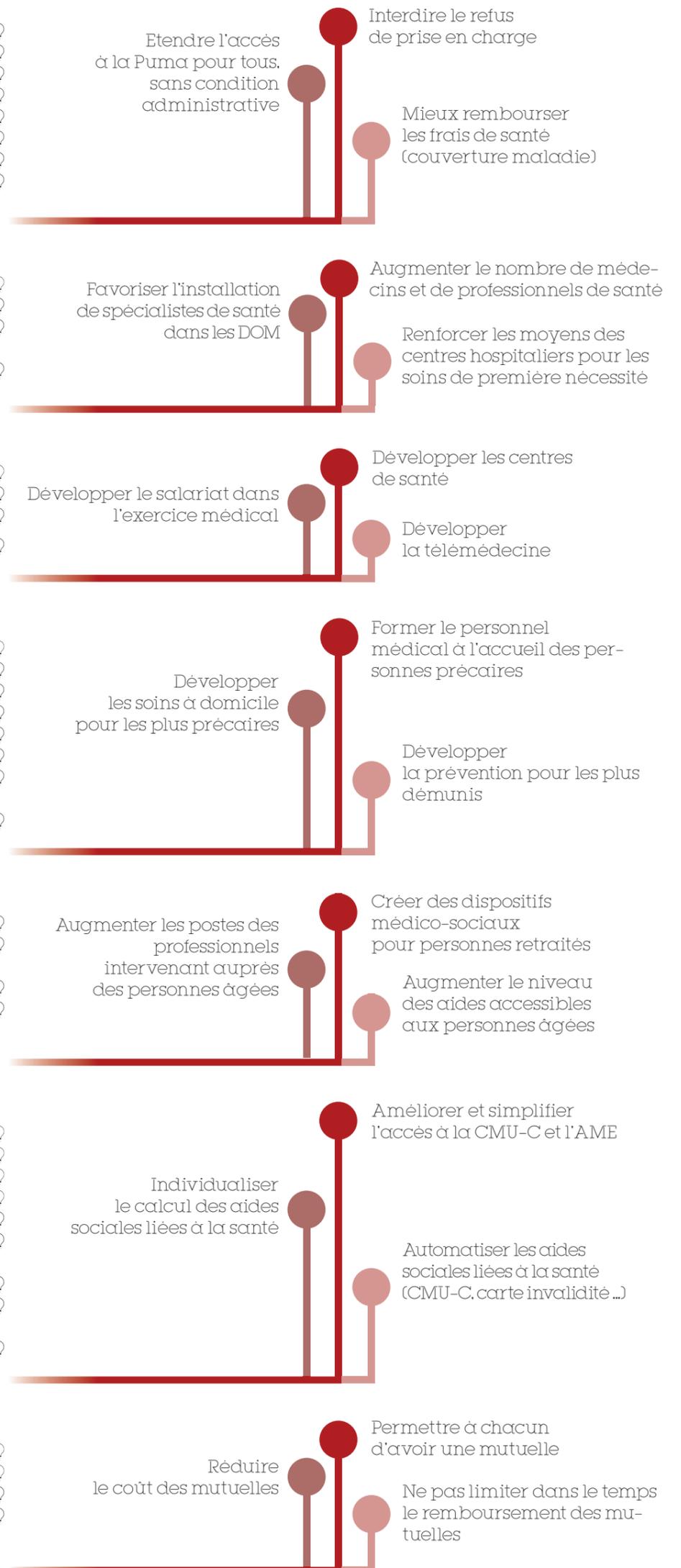


ELARGIR L'ACCES A LA COUVERTURE COMPLEMENTAIRE

- Permettre à chacun d'avoir une mutuelle
- Réduire le coût des mutuelles
- Ne pas limiter dans le temps le remboursement des mutuelles
- Réduire les inégalités de prise en charge par les mutuelles



Les propositions exprimées le plus fréquemment



Toutes les propositions exprimées

PERMETTRE L'ACCES AUX SPECIALISTES

- Baisser le prix des soins dentaires et des lunettes
- Uniformiser les pratiques et les prix des dentistes
- Supprimer le reste à charge pour les frais optiques, dentaires et auditifs
- Rembourser les consultations chez les psychologues



PRENDRE DES MESURE DE SOUTIEN A LA SANTE

- Baisser le prix des actes de santé
- Permettre l'accès des plus précaires aux anneaux gastriques
- Interdire le tabac
- Distribution de protections hygiéniques gratuites



DEVELOPPER LA PREVENTION

- Faire plus de prévention en milieu scolaire
- Améliorer l'information des plus précaires sur les dispositifs existants
- Faire plus de prévention et d'accompagnement santé dans les lieux d'accueil des plus précaires
- Développer l'accès au sport
- Améliorer la qualité des produits alimentaires
- Mieux former les travailleurs sociaux à accompagner vers les soins
- Sensibiliser les publics précaires à l'accès aux soins



AMÉLIORER LA PRISE EN CHARGE DE LA SANTÉ MENTALE

- Renforcer les moyens de la psychiatrie
- Sensibiliser l'opinion publique sur le handicap psychique
- Diminuer la sectorisation des soins en psychiatrie
- Faire plus de prévention en psychiatrie



AMÉLIORER L'ÉGALITÉ DANS L'ACCÈS AUX SOINS

- Mieux répartir les professionnels de santé dans le territoire, y compris en centre ville
- Améliorer la qualité des soins dans le secteur public
- Mise en place de transports en commun pour accéder aux services de soins de proximité
- Mieux contrôler les lobbies pharmaceutiques
- Améliorer l'accueil en CPAM et simplifier les procédures
- Améliorer la prise en charge médicale des personnes transgenres



BAISSER LE COUT DE LA SANTE

- Limiter les écarts de prix dans les pharmacies
- Réduire les délais de remboursement
- Rendre les bilans de santé gratuits pour tous
- Gratuité des moyens de contraception



Les propositions exprimées le plus fréquemment

Uniformiser les pratiques et les prix des dentistes

Baisser le prix des soins dentaires et des lunettes

Supprimer le reste à charge pour les frais optiques, dentaires et auditifs

Permettre l'accès des plus précaires aux anneaux gastriques

Baisser le prix des actes de santé

Interdire le tabac

Améliorer l'information des plus précaires sur les dispositifs existants

Faire plus de prévention en milieu scolaire

Faire plus de prévention et d'accompagnement santé dans les lieux d'accueil des plus précaires

Sensibiliser l'opinion publique sur le handicap psychique

Renforcer les moyens de la psychiatrie

Diminuer la sectorisation des soins en psychiatrie

Améliorer la qualité des soins dans le secteur public

Mieux répartir les professionnels de santé dans le territoire, y compris en centre ville

Mise en place de transports en commun pour accéder aux services de soins de proximité

Réduire les délais de remboursement

Limiter les écarts de prix dans les pharmacies

Rendre les bilans de santé gratuits pour tous

7 Comment mieux encourager la mobilité des plus modestes ?

Toutes les propositions exprimées

FACILITER L'ACCES A LA CONDUITE

- Rendre gratuit le permis de conduire ou adapter le prix du permis de conduire aux revenus 
- Réduire les taxes sur les carburants 
- Proposer à tous les jeunes une aide financière pour financer le permis de conduire 
- Faciliter la reconnaissance du permis de conduire obtenu à l'étranger 
- Développer les locations de véhicules 
- Fournir des chèques essence 
- Uniformiser les tarifs du permis 
- Supprimer la conditionnalité du permis de conduire pour l'obtention d'un emploi 
- Mettre en place l'examen du code de la route à l'école 
- Faciliter l'accès au prêt ou fournir une prime pour l'achat au véhicule 
- Baisser les prix des assurances 
- Faire passer le permis de conduire à l'école 
- Encadrer les tarifs des assurances pour jeunes conducteurs 
- Créer un service public d'autopartage 
- Permettre l'acquisition de véhicule propre avec un crédit à taux 0 

DÉVELOPPER L'ACCES AUX TRANSPORTS EN COMMUN

- Rendre gratuit l'accès aux transports en commun pour les personnes les plus modestes, en recherche d'emploi et SDF 
- Développer les transports publics dans tout le territoire et notamment en banlieue 
- Augmenter la fréquence et élargir les horaires de circulation des transports publics 
- Rendre accessible les transports aux personnes en situation de handicap 
- Mettre en place un ticket unique (bus, métro, tram) 
- Supprimer le délai d'un an pour obtenir la réduction des frais de transport 
- Développer le covoiturage 
- Développer le train dans les régions éloignées de Paris 
- Faciliter l'accès aux transports ferroviaires (demandeurs d'emploi ...)
• Echanger des services avec la collectivité en échange de la gratuité des transports pour les jeunes 
- Augmenter le nombre de tramways, bus... 

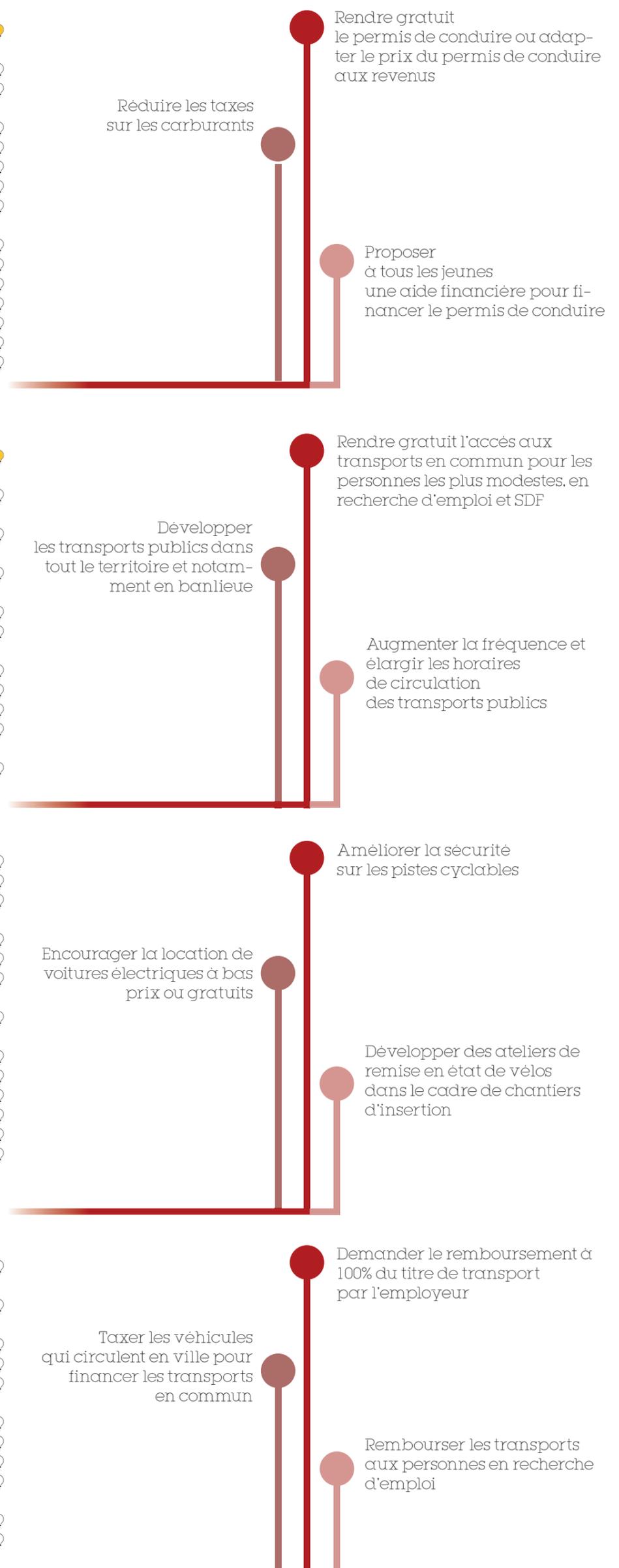
DÉVELOPPER D'AUTRES FORMES DE MOBILITE

- Améliorer la sécurité sur les pistes cyclables 
- Encourager la location de voitures électriques à bas prix ou gratuits 
- Développer des ateliers de remise en état de vélos dans le cadre de chantiers d'insertion 
- Mettre en place un accès gratuit aux vélos, trottinettes... 
- Développer les pistes cyclables 
- Mise en place de taxis pour que les personnes en situation de handicap puissent aller travailler 
- Penser l'aménagement urbain pour permettre la mobilité en vélo électrique sur des liaisons périurbaines (bornes de recharge, parking à vélo) 
- Généraliser la journée annuelle sans voiture 
- Développer la trottinette partagée 
- Développer le taxi social pour personnes à faibles ressources 
- Permettre l'accès aux vélos dans les transports en commun 
- Faciliter l'achat de vélos 
- Développer le transport par particulier avec participation aux frais/ Développer les VTC 

FINANCER LES TRANSPORT EN COMMUN

- Demander le remboursement à 100% du titre de transport par l'employeur 
- Taxer les véhicules qui circulent en ville pour financer les transports en commun 
- Rembourser les transports aux personnes en recherche d'emploi 
- Fournir des aides spécifiques pour les personnes en situation de handicap 
- Mettre en place des lignes de bus pour les personnes en situation de handicap 
- Rendre la SNCF publique 
- Permettre l'accès à une carte de transport pour les sans papier 
- Développer le remboursement sans condition des transports 
- Obliger tous les employeurs au remboursement à 50% du titre de transports 
- Développer les transports de nuit 
- Développer les transports en commun entre la ville et la campagne 

Les propositions exprimées le plus fréquemment



7 Comment mieux encourager la mobilité des plus modestes ?

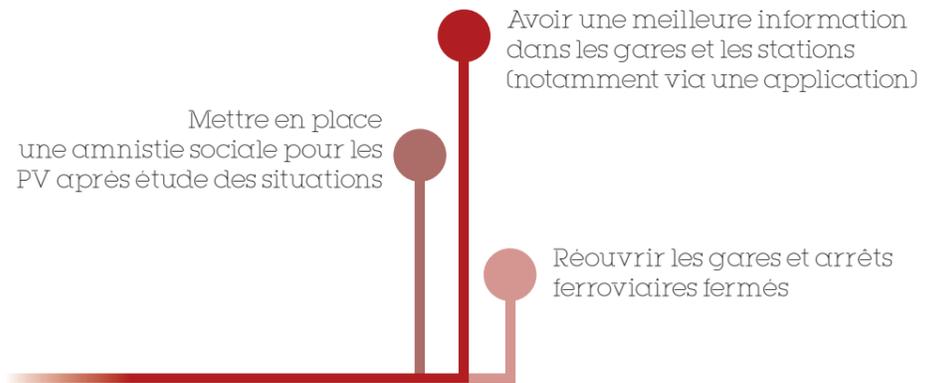
Toutes les propositions exprimées

ETRE MEUX INFORME SUR LE SYSTEME DE MOBILITE

- Avoir une meilleure information dans les gares et les stations (notamment via une application)
- Mettre en place une amnistie sociale pour les PV après étude des situations
- Réouvrir les gares et arrêts ferroviaires fermés
- Favoriser la construction d'autobus électriques
- Favoriser les dispositifs de mobilité urbaine et interurbaine
- Adapter les postes de travail, transport, navettes
- Augmenter les chemins piétonniers
- Créer des lignes de bus adaptées aux besoins des quartiers



Les propositions exprimées le plus fréquemment



Avoir une meilleure information dans les gares et les stations (notamment via une application)

Mettre en place une amnistie sociale pour les PV après étude des situations

Réouvrir les gares et arrêts ferroviaires fermés

8 Comment assurer aux migrants un traitement digne et respectueux de leurs droits sur le sol national ?

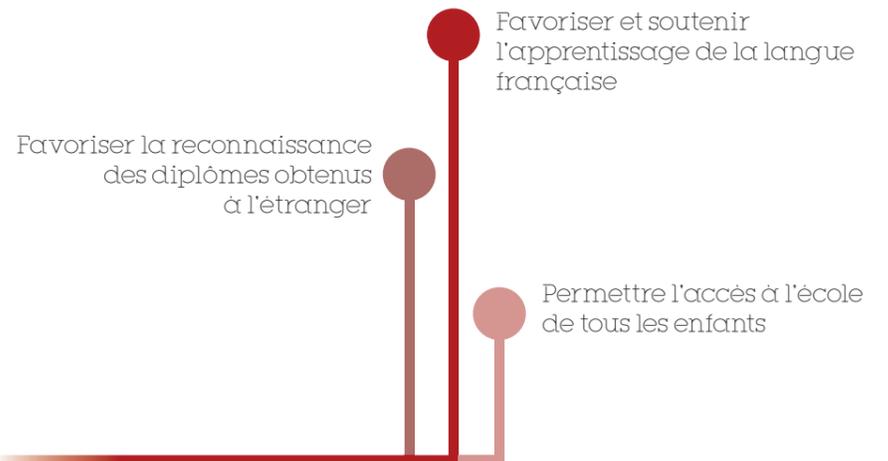
1/2

Toutes les propositions exprimées

Les propositions exprimées le plus fréquemment

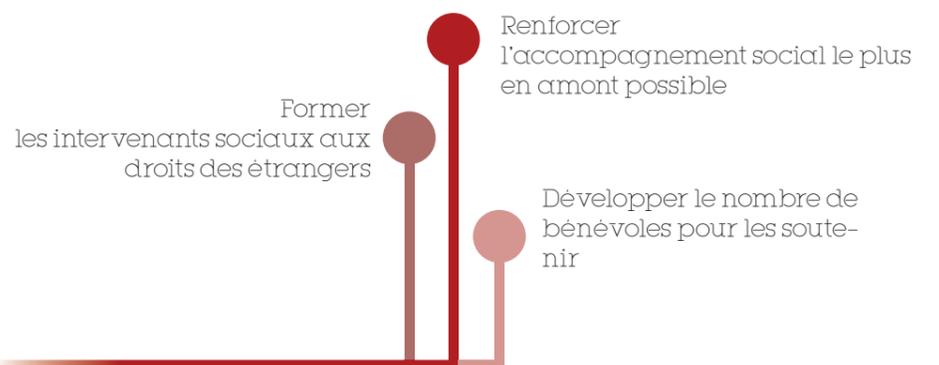
FAVORISER L'INTEGRATION

- Favoriser et soutenir l'apprentissage de la langue française
- Favoriser la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger
- Permettre l'accès à l'école de tous les enfants
- Accorder le droit de vote pour tous
- Donner accès à la formation
- Lutter contre le racisme et les idées pré-conçues
- Soutenir les associations qui aident les migrants
- Développer l'accès aux loisirs et à la culture
- Intégrer par le sport, la culture...
- Favoriser l'accès aux transports
- Favoriser l'accès des personnes au bénévolat



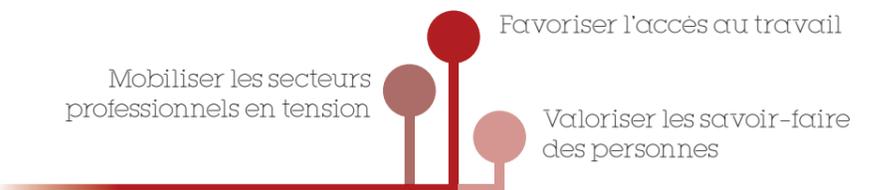
RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- Renforcer l'accompagnement social le plus en amont possible
- Former les intervenants sociaux aux droits des étrangers
- Développer le nombre de bénévoles pour les soutenir
- Proposer une prise en charge psychologique
- Protéger les mineurs non accompagnés
- Accompagner les personnes en situation de handicap
- Accompagner physiquement les personnes dans le cadre d'orientation vers les structures CADA, CAO...
- Assurer une hygiène quotidienne des campements
- Apporter des aides sanitaires et alimentaires au sein des camps



FAVORISER L'ACCES AU TRAVAIL

- Favoriser l'accès au travail
- Mobiliser les secteurs professionnels en tension
- Valoriser les savoir-faire des personnes
- Dissocier titre de séjour et droit de travailler



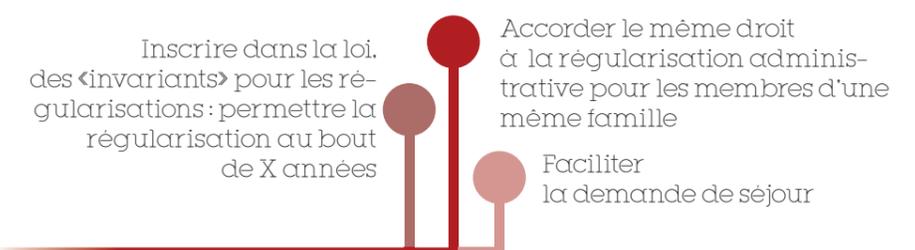
DEVELOPPER LE NOMBRE DE STRUCTURES D'HEBERGEMENT

- Répartir les structures d'accueil dans tout le territoire
- Créer plus de centres d'hébergement dignes
- Héberger de manière inconditionnelle
- Augmenter les dotations des CHR
- Créer plus de CPH (centres provisoires d'hébergement pour réfugiés)
- Assurer l'hébergement des mineurs
- Permettre l'accueil des familles et les accompagner
- Augmenter les places en CADA pour réduire les délais d'attente
- Favoriser la mixité sociale aux travers d'activités multiethniques
- Ne pas fermer des squats temporaires sans solutions viables
- Créer des places en foyer et des terrains pour les populations Roms



REVISER LA PROCEDURE DE REGULARISATION

- Accorder le même droit à la régularisation administrative pour les membres d'une même famille
- Inscrire dans la loi des « invariants » pour les régularisations : permettre la régularisation au bout de X années...
- Faciliter la demande de séjour
- Ouvrir les critères d'éligibilité au statut de réfugié



REVISER LA POLITIQUE MIGRATOIRE

- Favoriser la réciprocité des droits entre les pays sur l'accès au territoire pour l'obtention des visas
- Dénoncer et mettre fin au dispositif Dublin
- Permettre une égalité d'accueil entre les pays



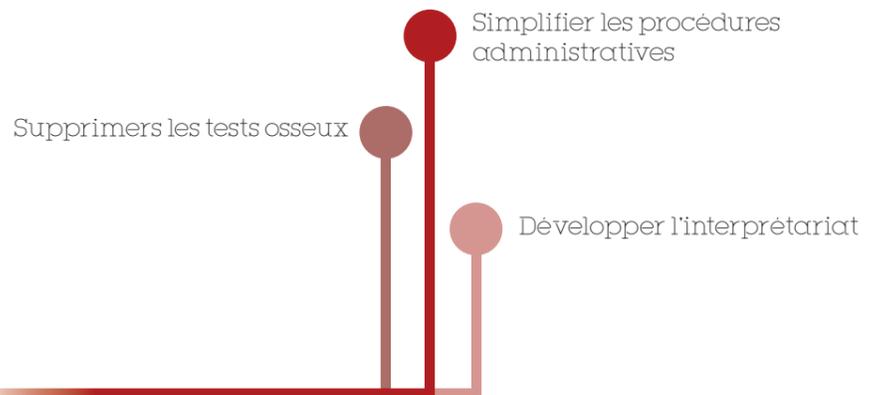
8 Comment assurer aux migrants un traitement digne et respectueux de leurs droits sur le sol national ?

Toutes les propositions exprimées

Les propositions exprimées le plus fréquemment

ACCELERER ET SIMPLIFIER LES DEMARCHES ADMINISTRATIVES

- Simplifier les procédures administratives
- Supprimer les tests osseux
- Développer l'interprétariat
- Améliorer les relations avec la préfecture
- Diminuer le taux du timbre fiscal
- Faciliter les déplacements notamment pour les démarches administratives
- Créer des délégations régionales de l'Ofpra ou financer des déplacements pour aller à Paris
- Réduire le nombre de rendez-vous à la préfecture
- Prévoir plus de places assises à la préfecture



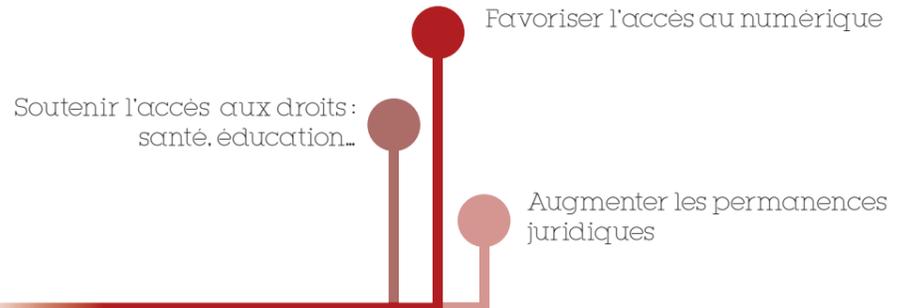
FACILITER L'ACCES AU LOGEMENT POUR TOUS

- Permettre l'accès au logement de tous
- Garantir un logement pour les réfugiés
- Repeupler les villages abandonnés



FACILITER L'ACCÈS AUX DROITS

- Favoriser l'accès au numérique
- Soutenir l'accès aux droits : santé, éducation...
- Augmenter les permanences juridiques
- Mettre en place un service public dédié à la demande d'asile
- Créer une carte qui donne l'égalité des droits
- Traduire les guides de solidarité
- Créer des points d'information en plusieurs langues
- Mettre en place un kit d'accueil pour se loger, vivre, se soigner



GARANTIR DES RESSOURCES

- Automatiser les aides sociales
- Augmenter l'ADA (allocation pour demandeur d'asile)
- Maintenir l'allocation en cas de refus d'hébergement par le demandeur d'asile
- Renforcer les aides alimentaires



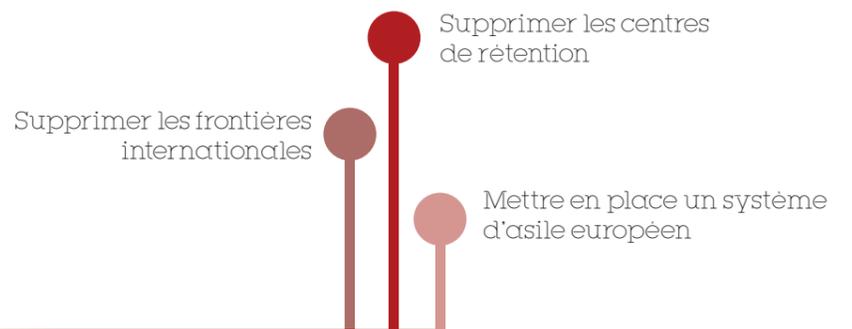
ACCÈS AUX SOINS

- Donner accès aux besoins vitaux pour favoriser l'intégration
- Garantir l'accès aux soins et à la santé pour tous
- Réduire le délai de l'attribution de l'AME



REPENSER LES FRONTIÈRES

- Supprimer les centres de rétention
- Supprimer les frontières internationales
- Mettre en place un système d'asile européen
- Supprimer les quotas
- Maintenir les quotas
- Aider les pays d'origine des migrants
- Renforcer les contrôles des personnes présentes illégalement sur le territoire
- Contrôler aux frontières pour ne pas permettre l'entrée en France des terroristes, des passeurs



9 Comment faciliter l'accès aux droits et réduire le non recours ?

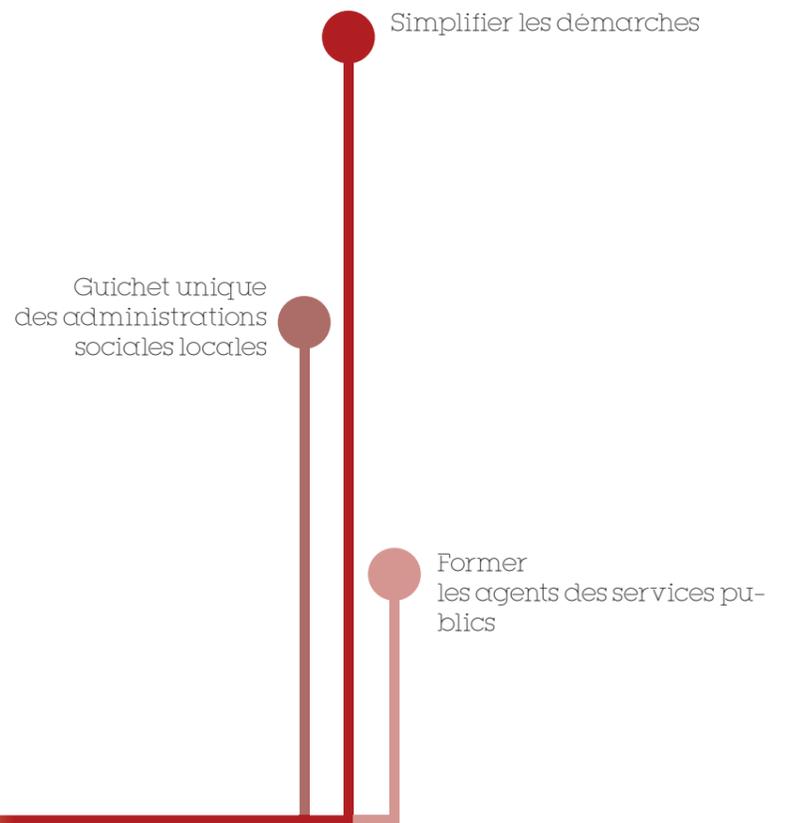
Toutes les propositions exprimées

COMMENT FACILITER L'ACCÈS AUX DROITS ET RÉDUIRE LE NON RECOURS ?

- Simplifier les démarches
- Guichet unique des administrations sociales locales
- Former les agents des services publics
- Appels gratuits
- Automatiser l'ouverture de certains droits
- Mieux informer sur les droits
- Développer la présence humaine
- Aider à l'usage de l'informatique
- Réimplanter des services publics
- Développer les permanences d'accès aux droit
- Traduire les documents administratifs
- Embaucher plus de travailleurs sociaux
- Réduire le nombre de pièces à fournir
- Bénéficier d'un interlocuteur unique
- Rendre internet gratuit
- Créer un site internet « allosocial »
- Aller vers les personnes
- Augmenter le nombre de juristes accessibles
- Réduire les délais de traitement
- Généraliser le tiers-payant
- Informer sur l'organisation des services publics
- Prendre en compte les situations individuelles et non le ménage
- Bénéficier du RSA avant 25 ans
- Informer les personnes de leurs droits
- Mettre en place des services mobiles
- Réduire les délais d'obtention d'un rendez-vous



Les propositions exprimées le plus fréquemment



10 Quelles initiatives permettraient selon vous d'associer transition écologique et progrès social ?

Toutes les propositions exprimées

REDUIRE LES DECHETS

- Favoriser les consignes dans la consommation
- Limiter les emballages plastiques
- Favoriser le tri sélectif
- Imposer aux grandes puissances mondiales de réduire leurs déchets
- Permettre une valorisation des déchets
- Redistribuer les denrées consommables



DEVELOPPER UN NOUVEAU MODELE AGRICOLE

- Favoriser fiscalement les entreprises/agriculteurs qui adoptent des pratiques raisonnables
- Remplacer les jardins de fleurs par des jardins de légumes
- Diminuer les engrais
- Booster la production locale sans pesticide
- Réduire la société de consommation
- Manger des fruits et légumes de saison
- Mieux contrôler les industriels et l'agriculture
- Instaurer des contrôles de santé stricts pour l'alimentation



FAIRE EVOLUER LA MANIERE DE CONSOMMER

- Développer le commerce équitable et la production locale
- Développer les jardins partagés
- Rendre le bio plus accessible
- Bannir les OGM et les pesticides et fertilisants toxiques dans l'agriculture française
- Développer le vrac
- Développer 1 jour sans viande à la cantine
- Diminuer la publicité à la télévision
- Mieux contrôler les produits importés
- Installer des composts en ville



CHANGER DE POLITIQUES ÉNERGETIQUES

- Favoriser l'installation de centrales de bio gaz
- Favoriser et augmenter les aides pour permettre aux ménages de passer aux énergies renouvelables
- Favoriser les énergies vertes
- Autonomie de production écologique de l'énergie pour le fonctionnement des villes (éolien, solaire, hydro...)



FAIRE EVOLUER LES MODES DE TRANSPORT

- Encourager le développement du covoiturage
- Proposer une journée sans voiture
- Développer les transports en commun
- Rendre les transports en commun gratuits
- Développer l'utilisation du vélo
- Maintenir les réseaux ferroviaires dans toute la France
- Développer l'utilisation des voitures sans permis
- Développer les voitures électriques



RENDRE PLUS AVANTAGEUSE LA TRANSITION ÉNERGETIQUE

- Augmenter le chèque énergie
- Isoler tous les logements
- Moins taxer l'essence
- Donner un chèque énergie à ceux qui ont besoin de leur voiture
- Favoriser le télétravail

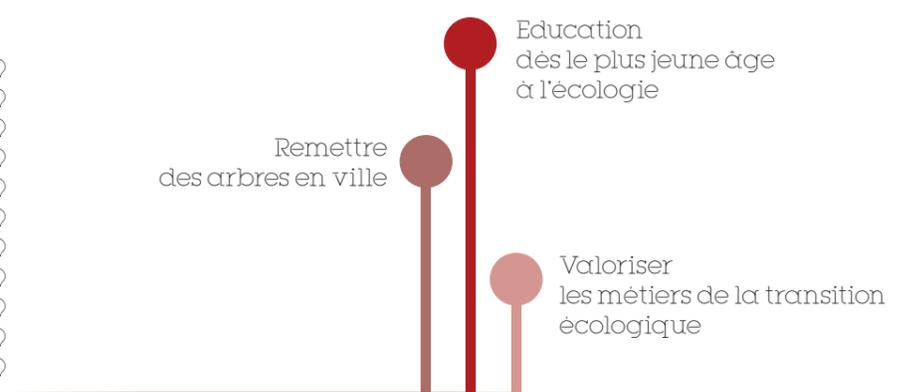
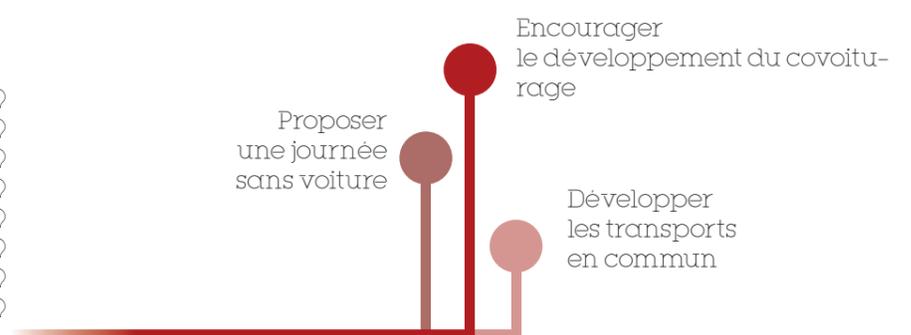
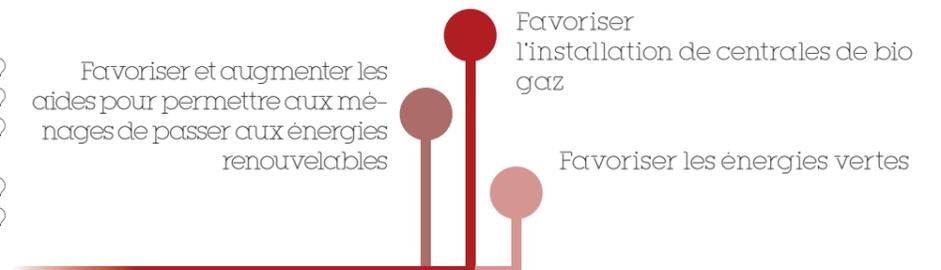
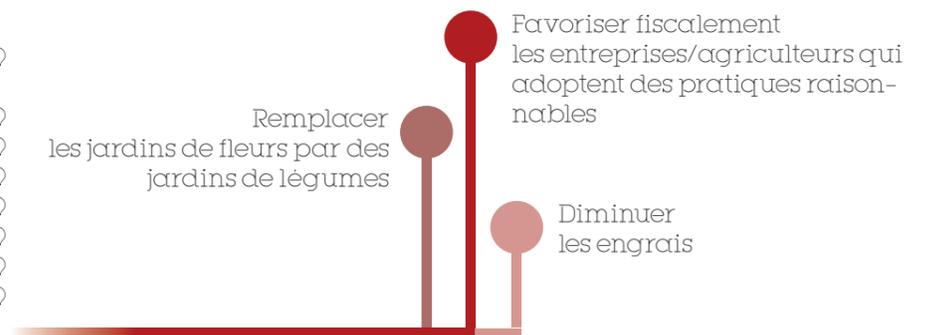
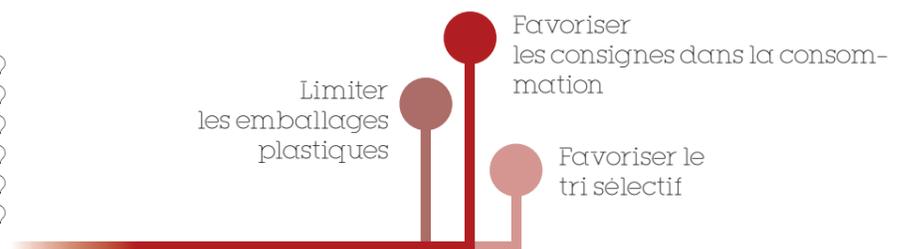


CRÉER DU LIEN ENTRE LES CITOYENS ET L'ÉCOLOGIE

- Education dès le plus jeune âge à l'écologie
- Remettre des arbres en ville
- Valoriser les métiers de la transition écologique
- Rendre les centres villes piétonniers
- Diminuer le coût des produits non toxiques
- Faire participer les citoyens aux instances ayant trait à l'écologie
- Rendre l'habitat autosuffisant
- Former à l'écologie
- Eduquer aux gestes écologiques
- Faciliter l'intergénération pour partager ses compétences et expériences
- Augmenter la publicité de prévention



Les propositions exprimées le plus fréquemment



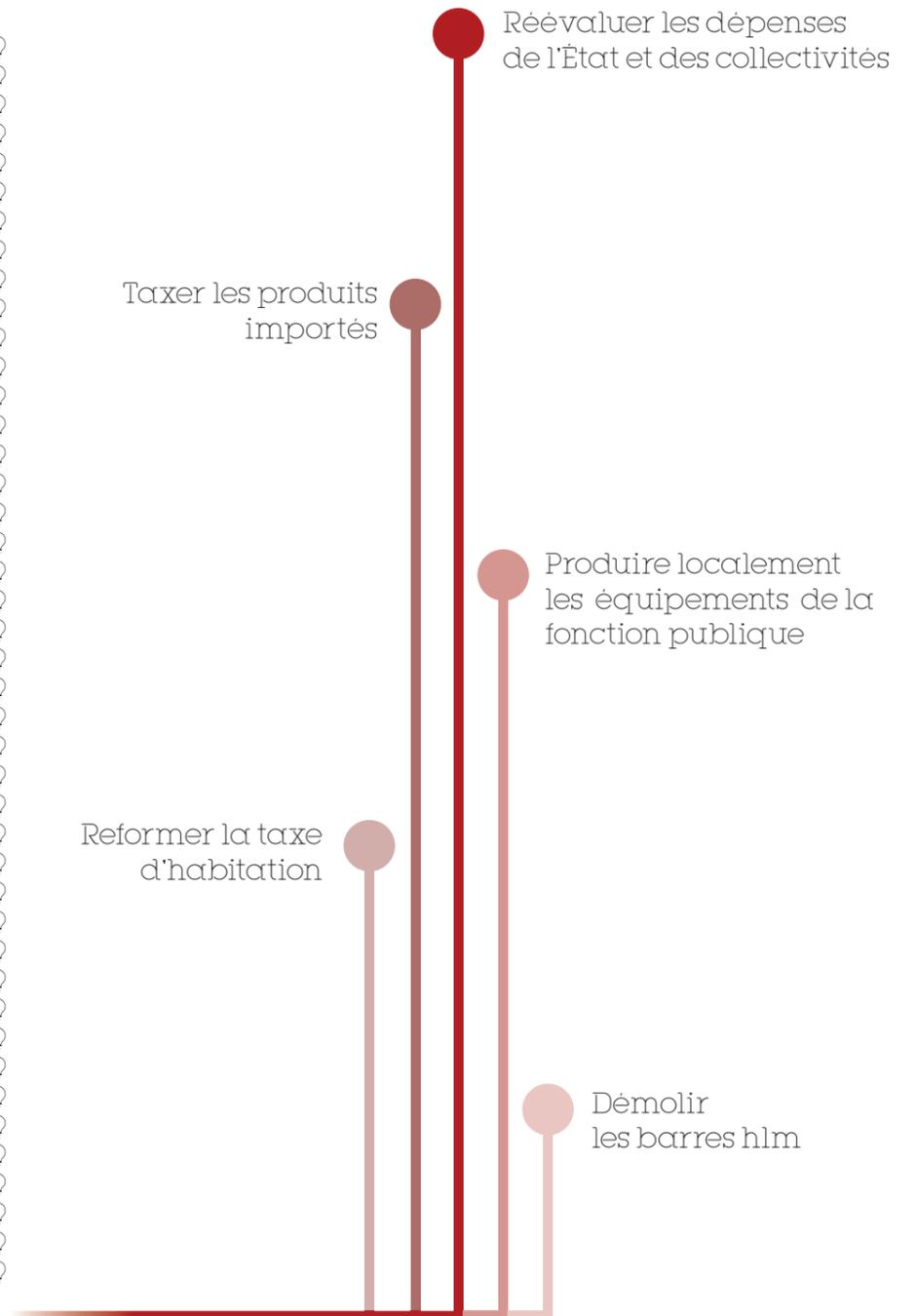
11 Avez-vous d'autres sujets prioritaires à faire remonter ?

Toutes les propositions exprimées

- Réévaluer les dépenses de l'État et des collectivités
- Taxer les produits importés
- Produire localement les équipements de la fonction publique
- Réformer la taxe d'habitation
- Démolir les barres hlm
- S'impliquer dans les plans de réaménagements urbains
- Soumettre au référendum les dossiers du Gouvernement
- Partager les richesses
- Augmenter les places en CHRS
- Soutenir le financement des CHRS
- Elargir l'accueil en CHRS après 59 ans
- Baisser la rémunération des politiques et des footballeurs
- Permettre l'accessibilité des poussettes et fauteuils roulants
- Aider les enfants en difficulté
- Valoriser et mieux payer l'aide à la personne
- Faire de notre société une société plus solidaire
- Soutenir l'engagement associatif
- Développer l'engagement dans les quartiers
- Rendre gratuit l'accès à la culture et aux loisirs
- Mettre en place des politiques à l'écoute des habitants
- L'Etat doit garantir la justice
- Soutenir l'accompagnement dans l'hébergement
- Renforcer le suivi psychologique
- Faire plus de fêtes
- Créer un Chèque sport
- Créer un pass culture pour tous
- Exiger le droit aux vacances pour tous
- Organiser des fêtes accessibles à tous
- Permettre l'accès de tous les enfants aux activités périscolaires
- Développer les chèques vacances
- Améliorer l'accès aux musées
- Rendre le cinéma gratuit une demi journée par mois
- Développer les voyages à visée sociale et culturelle
- Développer les échanges locaux
- Développer les ressourceries
- Développer les conciergeries
- Développer les espaces d'échange et de transmission des savoir-faire
- Développer les maisons pour tous
- Elargir les jours d'ouverture des accueils de jour
- Augmenter l'offre de garde atypique
- Lutter contre le trafic de drogues
- Favoriser la propreté urbaine
- Favoriser le droit au bonheur



Les propositions exprimées le plus fréquemment



Focus sur la Martinique



Des débats ont été organisés par Kalthoum Ben M'Barek, déléguée départementale de la Fédération des acteurs de la solidarité en Martinique dans 4 villes : Fort-de-France, Les Trois-Ilets, Sainte-Marie et Saint-Pierre.

Les participants étaient essentiellement des habitants (peu de personnes accompagnées). Toutes les réponses ont été intégrées à l'analyse nationale. Nous proposons de présenter en complément les propositions spécifiques à la Martinique.

Avant de présenter ces propositions, il est important de rappeler quelques spécificités martiniquaises :

- des contraintes topographiques et climatiques et un éloignement par rapport à la France et à l'Europe engendrant un développement territorial inégal, des zones exposées aux inondations...
- des problèmes de transports importants liés au manque d'infrastructures, aux détériorations relatives aux conditions climatiques...
- un accès à l'emploi difficile pour les personnes peu qualifiées (passage de l'ère agricole à l'ère des services, peu d'industrialisation). Le taux de chômage élevé est supérieur à celui de la métropole, ce chômage touche les jeunes et il est inégal selon les quartiers (jusqu'à 60%)
- un taux de pauvreté supérieur (21% contre 14 en métropole) et un seuil de pauvreté inférieur à celui de la métropole (615€ contre 1015€)
- un retard structurel en matière d'équipements médicaux, médico-sociaux, sociaux et un déficit de professionnels qualifiés dans ces secteurs
- un départ des jeunes vers le Canada ou la Métropole, une population vieillissante (département le plus vieux avec la Corse), une diminution de la population locale
- les martiniquais ont participé à plusieurs consultations pour faire remonter leurs besoins... sans résultats concrets.

Toutes les propositions exprimées

PROPOSITIONS GLOBALES QUI IMPACTENT PLUSIEURS THÉMATIQUES

- Utiliser les **fonds européens** notamment pour le développement du solaire
- Mettre en place une **politique régionale et nationale de développement** qui se traduit par :
 - La création d'une Zone Franche Rurale au Nord Caraïbe,
 - La valorisation du marché local : création d'une structure coopérative pour la vente des produits locaux, limitation des achats sur internet qui pénalisent le marché local, diversification de l'agriculture locale pour aboutir à une autosuffisance alimentaire (ex: filière canard), réduction des prix des produits locaux
 - La valorisation de l'artisanat
 - Le rattrapage industriel
 - Le développement du commerce avec les pays anglo-saxons et américains et la signature d'accords internationaux sur le commerce Antilles – Caraïbe- EU
- Mettre en place un **suivi efficace des dossiers** pour respecter les délais très souvent dépassés. Suivi de type « colissimo » avec des pénalités payés par les administrations en cas de retard
- **Supprimer ou réduire l'octroi de mer** sans pénaliser les collectivités territoriales

MESURES POUR RÉDUIRE EFFICACEMENT LA PAUVRETÉ

- Harmoniser le seuil de pauvreté à celui de la métropole
- Encourager la création des entreprises : allouer une indemnité minimum de 400 euros, ne pas payer de taxe pendant les premières années, réduire la lourdeur administrative
- Conserver l'abattement de 30% et utiliser les impôts pour l'investissement

AMÉLIORATION DU POUVOIR D'ACHAT ET DU RESTE À VIVRE

- Définir un volume d'heures défiscalisées autorisées par mois
- Agir sur les prix: conventionner avec la métropole pour les transports de marchandises, supprimer la TVA sur les produits de première nécessité, réduire les prix téléphone et Internet et les prix des pièces automobile, créer un observatoire des prix, supprimer le supplément lié au bagage dans les avions
- Augmenter la dotation globale de fonctionnement des communes
- Demander à l'Etat d'engager plusieurs actions : revoir les tranches de l'impôt sur le revenu pour que les personnes qui dépassent d'un euro, ne payent pas plus.
- S'inspirer des modèles nordiques pour réduire les charges des parlementaires, anciens présidents, rétablir l'ISF
- Favoriser l'accessibilité au logement
- Réhabiliter le logement privé pour améliorer l'attractivité des villes et préserver l'environnement
- Implanter le Crédit foncier en Martinique et avoir plus de transparence sur les actions de la SAFER
- Développer l'intermédiation sociale, mobiliser le FSL et Action Logement Services et créer le PSLA et la VEFA accession
- Limiter la spéculation immobilière en imposant des règles avant de pouvoir acheter et porter la réflexion sur « AIRBNB » qui empêche une location stable

Focus sur la Martinique



Des débats ont été organisés par Kalthoum Ben M'Barek, déléguée départementale de la Fédération des acteurs de la solidarité en Martinique dans 4 villes : Fort-de-France, Les Trois-Ilets, Sainte-Marie et Saint-Pierre.

Les participants étaient essentiellement des habitants (peu de personnes accompagnées). Toutes les réponses ont été intégrées à l'analyse nationale. Nous proposons de présenter en complément les propositions spécifiques à la Martinique.

Toutes les propositions exprimées

ACCÈS À L'EMPLOI

- Investir dans la biodiversité (ex : Projet Nagoya) et ne pas avoir peur de recruter des entreprises et des experts non locaux
- Favoriser l'investissement de l'épargne des martiniquais dans les entreprises (ex : Plan Epargne Entreprise)
- Respecter l'égalité femme-homme notamment dans les postes à responsabilité
- Procéder au versement des subventions promis par l'Etat
- Valoriser les travaux manuels en ayant recours aux médias et aux réseaux sociaux pour sensibiliser les jeunes

PROTECTION DES PRÉCAIRES

- Aider les jeunes à s'insérer après leurs études en Métropole : création de réseaux Métropole-Martinique
- Réduire le nombre d'heures permettant aux intermittents du spectacle d'être indemnisés et ouvrir davantage les réseaux des artistes (milieu fermé)
- Créer de nouveaux contrats : un « CDI – formation » qui permet d'être en formation en période d'inactivité et un CDI-intérim

SANTÉ

- Comblent le retard structurel en matière d'équipement médicaux, médico-sociaux, sociaux et déficit de professionnels qualifiés dans ces secteurs
- Couvrir la dette du Centre Hospitalier Universitaire et lui donner les moyens de fonctionner
- Prendre en considération les besoins locaux remontés par les associations

ENCOURAGER LA MOBILITÉ

- Développer le transport terrestre et les interconnexions entre les quartiers pour les désenclaver, développer le covoiturage, renforcer le « uber » local, développer les pistes cyclables
- Développer le transport aérien et maritime notamment entre Fort de France, Saint Pierre, Grand'Rivière, Sainte-Anne, Sainte-Luce, Les Anses-d'Arlet
- Signer des conventions sur les prix des transports aériens (ex:Corse) par rapport à la continuité territoriale

ASSOCIER TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET PROGRÈS SOCIAL

- Agir sur la production d'énergie : solaire (rétablir les réductions fiscales sur les panneaux solaires + recyclage), éoliennes et diversifier la biomasse pour produire de l'électricité, interconnecter la Dominique et la Martinique pour employer la géothermie
- Régler les problèmes des sols pollués au chlordécone (traçabilité) et le problème de la peinture au silicium
- Utiliser la bagasse issue de la culture de la canne à sucre et recycler les sargasses
- Améliorer l'habitat pour limiter la consommation d'électricité (isolation contre le soleil pour limiter l'utilisation des climatiseurs)
- Développer sur place les filières pour recycler les matériaux et développer les réserves d'eau

Auvergne-Rhône-Alpes

Deux Choses Lune
Foyer du Léman
Pension de famille CHRS Logis des collines
Alynea
Association Les Bartavelles
Association ANAIS
La SASSON Maison Relais

Bourgogne-Franche-Comté

Maison Relais Saint Marcel association APAR La Croisée
Accueil de jour association Le Pont
CHRS Belfort Fondation de l'Armée du Salut
Secours Catholique
CRPA Bourgogne-Franche-Comté
CHRS Mâcon association Le Pont

Bretagne

FAS 35
Sauvegarde 56
ADALEA
AIS 35
Fondation Masssé Trevidy

Centre-Val de Loire

Fédération des acteurs de la solidarité Centre Val de loire
Entraide et Solidarité
Foyer d'accueil chartrain
Le Relais

PACA Corse

LOGIVAR : CHRS saint Louis les Favières et résidence solidaire
ALC Pôle PHIJ
Fondation de Nice
Association Le Village
NR
ALC

Grand Est

Archipel des sans voix
Pension de famille AMLI Yutz
AIEM
AAJJ maison Relais

Hauts-de-France

ABEJ Solidarité - Pension de famille Martin Luther King
AFEJI
AGENA
APSA Lens
La Pose
SIAO 115
THERAPARTS

Ile-de-France

CHRS Cotés du secours catholique Notre Dame
Relais Servan CASP
CHU Marie Durand Aubervilliers
Espace solidarité Insertion Fondation Armée du Salut
Association Mandragore
Association Louise Weiss
Samusocial de Paris
Secours catholique Saint Germain en Laye
Secours catholique Asso La Cloche
CASP Maison Relais
CCAF Chelles
CSAPA Pierre Nicole
Equipe fraternelle du diocèse de Versailles
Equipe fraternelle de Plaisir
Emmaüs Solidarité
Aurore
AMLI - Foyer Daniel Fery

Martinique

Saint-Pierre: population de la côte caraïbe
Trois-ilets: population de l'espace sud
Sainte Marie
Fort de France : population de Sainte Thérèse- Dillon- Chateauboeuf

Normandie

CRPA Normandie
Délégation de la Manche de la Fédération des acteurs de la solidarité Normandie
FADS LOUVIERS
FADS LE HAVRE

Nouvelle-Aquitaine

CCAS Brive La Gaillarde CHRS PATIER
CHRS Le ROC
ARSL

Occitanie

Entraide Services Tarbes secteur IAE
La Clède Alès secteur IAE AHI
Le Refuge

Pays de la Loire

Maison Relais Jeunes solidarité Estuaire
Tarmac - CHRS L'Etape

Océan Indien (La Réunion)

GRUPE SOS - AAPEJ: CHRS Pierre MORANGE et Maison relais Calixte



Fédération des acteurs de la solidarité

76 RUE DU FAUBOURG SAINT-DENIS
75010 PARIS
TÉL : 01 48 01 82 00

INTERNET - WWW.FEDERATIONSOLIDARITE.ORG
FACEBOOK - FACEBOOK.COM/FEDERATIONSOLIDARITE
TWITTER - TWITTER.COM/FEDESOLIDARITE